

MALOUINES HALTE A LA SALE GUERRE BRITANNIQUE



9 MAI AU BOURGET UNE SEULE ECOLE L'ECOLE PUBLIQUE

SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS DE CITROEN



Un an après le 10 mai

I L n'y aura pas de fête pour l'anniversaire du 10 mai. L'explosion de joie et d'espoir qui avait déferlé sur la place de la Bastille s'est éteinte.

Un an après la plus grande victoire ouvrière jamais obtenue par les urnes en France, les travailleurs s'interrogent devant un changement trop attendu, qui maintenant fait du sur-place.

On a gagné le 10 mai, mais la droite a gagné aux cantonales. Il y a un an, la rue était à nous, aujourd'hui, c'est la droite qui l'occupe. A peine égratigné par un pouvoir complaisant, le patronat relève la tête, attaque de tous côtés, utilise ses hommes de main. Il n'aura fallu que douze mois pour que la droite commence à sonner l'heure de la revanche.

M AIS comment s'en étonner dès lors que le gouvernement, à peine élu, décidait une politique de compro-

mis avec le CNPF, qui ne pouvait que compromettre le changement voulu par les travailleurs. Gattaz peut se frotter les mains. Il n'en espérait pas tant. Pour lui, le bilan est globalement positif.

Après quelques mois d'attente, puis de déception, de nombreux travailleurs ont compris que sans lutte rien ne serait obtenu. La nouvelle période qui s'ouvre va être celle des mobilisations. Puisque le gouvernement refuse d'utiliser contre le patronat les énormes pouvoirs qui lui ont été donnés le 10 mai, ce sont les travailleurs qui doivent désormais utiliser leur propre force pour réaliser dans la lutte l'espoir déçu des urnes.

En maintenant le cap de sa politique de concessions permanentes au patronat, le gouvernement ne trouvera jamais de mobilisation populaire derrière lui, mais il nous mène droit à l'échec.

P OUR que ça change, il faut aujourd'hui une autre politique. Une politique radicalement différente : unir et mobiliser les travailleurs dans la lutte autour de leurs revendications, frapper le patronat. Il faut choisir son camp.

Aujourd'hui, rien n'est joué. Alors que la droite se réorganise, les travailleurs commencent à engager des combats partiels et s'interrogent sur les moyens d'imposer le changement.

Dans cette situation, il est décisif de construire une force révolutionnaire, une force capable de peser dans les luttes et de rassembler tous les militants conscients de la nécessité d'avancer aujourd'hui une autre politique face à la crise.

Pour la LCR, l'anniversaire du 10 mai ne saurait être l'enterrement des grandes espérances, mais au contraire un engagement à transformer l'espoir en réalité.

Alain Krivine

INSCRIVEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI AUX STAGES D'ETE DE LA LCR

POUR S'INSCRIRE

Il suffit de remplir le bulletin ci-contre complètement et d'y joindre 150 F d'arrhes — soit en liquide — soit en chèque, à l'ordre de la LCR et une enveloppe timbrée à votre adresse.

LCR Formation, été 82,
2, rue Richard-Lenoir
93 108 Montreuil.

Stage n°1 : du 3 au 10 juillet
Stage n°2 : du 10 au 17 juillet
Stage n°3 : du 17 au 24 juillet
Stage n°4 : du 24 au 31 juillet
Stage n°5 : du 31 juil. au 7 août
Stage n°6 : du 7 au 14 août
Stage n°7 : du 14 au 21 août

Le prix est de 650 F tout compris (pension complète et matériel de formation). Une crèche garderie est organisée en permanence pour les enfants.

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Profession _____

Lieu d'emploi _____

Syndicat _____

Responsabilité syndicale _____

Stagiaire à la LCR _____

en contact avec la LCR _____

sans contact avec la LCR _____

Age _____

Sexe _____

Numero du stage choisi ☐

Je viens avec _____ enfant(s), âgés de _____

☐ j'ai en voiture et je dispose de _____ places

☐ si c'est possible, j'aimerais profiter d'une place en voiture

☐ on peut me téléphoner _____

de _____ h _____ a _____ h _____

SOUSCRIPTION

Donnez à la LCR les
moyens financiers
de sa politique !

Cel. Aurillac	1 000	Hôpital, Annie	100
LCR Paris		Hôpital, Catherine	50
Pierre	500	Hosto	50
Impôts 13°		Beauvais,	
Marie-Christine	200	meeting Krivine	352
Impôts 13°	10	LCR Argenteuil	
Gilberte, trésor	100	Lycée G.-Braque	20
Michèle, impôts 13°	30	Avant d'intégrer,	
Impôts 14°	20	le médecin du Val-d'Oise	800
Cel. RATP	160	frappe encore	120
11/12 SETE	50	Vierzon, Claude	
Cel. Finances	800	LCR Auxerre,	200
Caisse d'épargne,		sympathisants	
Xavier	200	LCR Rennes	
Paris 20°, Dominique,		PTT, Philippe,	
une intégration		militant JCR	100
toute fraîche !	200	Sylvie, steno-dactylo	200
Nantes		sympathisant préfecture	100
PTT, Dédé	100	Cel. santé	300
PTT, Zoé et		Cel. PTT	200
Jacqueline	60	LCR Orléans	1 300
		Total liste	7 332
		Ancien total	107 645,15
		Nouveau total	114 977,15

REUNION - DEBAT SANTE

Jeudi 13 mai 18h30
9, rue de Tunis
métro Nation



Les soldats qui se battent pour les six mois et les droits démocratiques à l'armée ont été présents, à Paris, dans les trois manifestations : CGT, CFDT, FO.

REPRESSION KAKI

Dix appelés
au trou

Plus d'une dizaine d'appelés « célébreront » l'anniversaire du 10 mai au trou. Ainsi l'aura voulu Charles Hernu qui a décidé de couvrir les débordements répressifs de la hiérarchie militaire. Déjà, autour de la journée d'action du 23 avril, cinq soldats de la 3^e compagnie d'approvisionnement et de rechange du matériel, à Teningen, près de Fribourg en RFA, avaient été sanctionnés — une mutation et quatre fois 30 jours d'arrêts. Miguel Vasone, déjà sanctionné en mars de 20 jours d'arrêts a, lui, écopé de 30 jours d'arrêts de rigueur au 2^e régiment de commandement et de soutien de Versailles ; Romain Treppez, lui aussi sanctionné pour la seconde fois, s'est vu infligé 30 jours d'arrêts à Suippes ; François-Mathieu Teyssier, pour avoir parlé au nom du Collectif national à FR3, effectue une peine de 20 jours d'arrêts à la base aérienne 922 de Doullens ; Robert-Henri Vial a été frappé de jours d'arrêts et muté d'Oberhoffen à Chaumont pour avoir été trouvé en possession de *Rouge*. Toutes ces sanctions sont scandaleuses. Mais, au lendemain du 1^{er} Mai, l'armée se surpasse en sanctionnant de 30 jours d'arrêts de rigueur notre camarade Fabrice Piau, membre du bureau national des JCR, pour participation en tenue aux initiatives ouvrières du 1^{er} Mai... Cela fait plusieurs années que les soldats n'étaient pas sanctionnés à cette occasion...

Charles Hernu, une fois de plus, laissera-t-il faire, à l'heure où, visiblement embarrassé, Pierre Mauroy déclare à Mourmelon devant un parterre d'officiers supérieurs que « le service militaire à 6 mois est une idée que le gouvernement n'écartera pas mais pour le moment n'est pas possible en raison du contexte économique défavorable » ? Charles Hernu, qui se répand en déclarations confuses et contradictoires, pourra-t-il longtemps s'opposer au large front des organisations ouvrières et démocratiques qui soutiennent les revendications contenues dans la pétition des soldats ? La CGT vient, en effet, de se prononcer et pour les 6 mois et pour les droits démocratiques (voir *le Peuple* publiant le projet de program-

me d'action confédéral). Qui peut penser une seconde que les soldats et plus largement les jeunes se satisferont d'un projet de loi accordant les sursis conditionnels avant incorporation (un étudiant qui voudra obtenir un sursis complémentaire d'un an devra préalablement participer à une préparation militaire). Tout indique donc que la lutte sera longue pour imposer les revendications des soldats. Il revient au mouvement ouvrier d'accompagner ces luttes au sein des casernes en contrant, en particulier, la répression kaki et en obtenant, pour l'immédiat, la libération de tous les soldats emprisonnés. C'est ce qu'exigeront les jeunes rassemblés avec le Collectif national pour le service à 6 mois comme promis, le 10 mai à 18 h au métro Miromesnil, en soutenant la délégation qui ira à l'Elysée porter les 100 000 signatures recueillies pour le service à 6 mois.

SOLIDARITE POLOGNE

Un appel unitaire
de travailleurs
des impôts

Mercredi 5 mai se tenait à la Bourse du travail de Paris un meeting de soutien aux travailleurs polonais.

Ce meeting était organisé par les sections CGT, CFDT, FO et autonomes des Impôts des centres Paris-Ouest, Paris Sud-Est, Paris Nord-Est.

Plus de 100 personnes assistaient à ce meeting dans lequel Zbigniew Kowalewski, représentant de Solidarité, a pris la parole. L'appel qui suit a été adopté par les participants.

Le 1^{er} Mai 1982 : 50 000 personnes ont manifesté à Varsovie à l'appel de Solidarnosc. A Gdansk, des milliers de travailleurs ont participé à la manifestation de Solidarnosc.

Le 3 mai 1982 : des milliers de manifestants ont été agressés par la milice, qui a procédé à des centaines d'arrestations.

Depuis 15 jours, Radio Solidarnosc émet, déjouant la censure militaire. Partout dans le pays, la résistance passive à l'encadrement militaire de la production montre le degré d'organisation de Solidarnosc. Ainsi, 5 mois après le coup

d'Etat militaire de Jaruzelski, malgré une répression féroce, malgré l'arrestation des principaux cadres de Solidarnosc, malgré les mesures de guerre contre la classe ouvrière, Solidarnosc vit et représente toujours la classe ouvrière polonaise. Tout indique que les travailleurs polonais n'ont pas cessé de se battre ni de résister. Au contraire, l'offensive de printemps semble se dessiner.

Face à la résurgence de Solidarnosc, des mesures de répression violente d'une junte militaire agressive sont à craindre. Plus que jamais, il est nécessaire que les travailleurs français et leurs organisations manifestent leur soutien aux travailleurs polonais et à leur organisation : Solidarnosc. Plus que jamais, les travailleurs français doivent réclamer :

— la levée immédiate de l'état de guerre ;
— le rétablissement des libertés ;
— la libération immédiate de

tous les emprisonnés ;
— le rétablissement de Solidarnosc dans tous ses droits et prérogatives.

Après 5 mois, le pouvoir militaire du POUP a montré qu'il était incapable de résoudre la crise économique, sociale et politique que traverse la Pologne. Les travailleurs montrent qu'eux seuls sont capables de construire un socialisme qui défend la liberté et la démocratie.

C'est pourquoi, nous, travailleurs des Impôts, réunis à l'initiative des sections SNADGI-CGT, SNI-CFDT, SGI-FO, SNUI, de Paris-Ouest, Paris Sud-Est, et Paris Nord-Est, prenons l'engagement de tout faire pour que :

— Lech Walesa, Adam Michnik, Jacek Kuron, Edmund Baluka et leurs camarades soient libérés ;
— la réapparition de Solidarnosc dans la rue le 1^{er} Mai à Varsovie soit le signal d'une nouvelle mobilisation des travailleurs français aux côtés des travailleurs polonais.

RÉPERES

LA DROITE MENACÉ ET MOBILISÉ

LORSQUE Claude Labbé, président du groupe RPR, s'est écrié, à l'Assemblée nationale, à propos du Premier ministre et du président de la République : « Qu'ils s'en aillent, ce sont des incapables ! », c'est une petite bombe politique qui a éclaté. Le PS s'est empressé de crier au scandale, expliquant que, par esprit de revanche, les gaullistes remettaient en cause les institutions de la V^e République, le rôle du président élu pour sept ans.

Comment interpréter ce « incident » ? Simple effet de tribune de Labbé dont le PS s'empare pour tenter de marquer des points ? Ou bien révélateur d'une orientation politique de la droite qui, d'ores et déjà, serait prête à se mobiliser aux cris de « Mitterrand démission ! » ? Pons, secrétaire général de RPR, s'est empressé de préciser que là n'était pas l'intention des gaullistes et Labbé, dans des déclarations qui ont suivi, a mis un peu d'eau dans son vin.

Pourtant, Lionel Jospin n'a pas tort de remarquer dans *le Monde* du 4 mai que, depuis quelque temps, les voix se multiplient à droite pour remettre en cause la légitimité du gouvernement. Ainsi Peyrefitte écrivait dans *l'Express* : « La légalité ne suffit pas pour gouverner les Français. Il faut que leur adhésion répétée confère au gouvernement sa légitimité... Le pays réel s'éloigne du pays légal. » Depré, lui, déclarait dans *le Figaro-Magazine* : « Le gouvernement socialo-communiste a été légitime. Il n'est plus que légal. Il peut vite devenir illégitime. »

Certes, pour l'instant, la majorité de la bourgeoisie n'a pas comme objectif immédiat de se mobiliser pour exiger le départ du nouveau gouvernement. Mais elle prépare l'avenir. Après les points marqués aux cantonales, elle fixe rendez-vous pour les municipales. Pensant que ses partis seront majoritaires, elle prévoit alors d'attaquer de front le gouvernement, d'exiger la dissolution de l'Assemblée qu'elle dira ne pas correspondre à la majorité réelle dans le pays.

Les déclarations actuelles sur « l'illégitimité » sont là pour préparer le terrain. En ce sens, elle sont à prendre au sérieux. D'autant que la droite ne se contente pas de hausser le ton : elle mobilise. Le rassemblement pour défendre l'école privée est là pour le prouver. Comme la dernière manifestation sur « la sécurité » dans laquelle on a vu Pasqua, responsable du RPR, aux côtés de Saunier-Séité et de personnalités d'extrême droite bien connues. La prochaine échéance c'est une manifestation contre le droit à l'avortement.

La droite et l'extrême droite commencent à se retrouver ensemble dans la rue. Comment s'en étonner quand on voit l'ancien ministre de l'Intérieur, Bonnet, membre de l'UDF, expliquer que Badinter, le garde des Sceaux, « est le reflet de la moisissure d'une certaine société parisienne. » Bonnet s'est sans doute retenu pour ne pas dire, qu'en plus, Badinter était juif.

Jospin a donc raison de mettre en garde. Mais il n'explique pas pourquoi la droite relève la tête et trouve devant elle un gouvernement qui a le ventre bien mou. Ce n'est pas, en tout cas, en « pleurnichant » sur le fait que la bourgeoisie refuse « l'alternance » ou en rappelant que la gauche, elle, a toujours respecté les institutions de la V^e République et la légitimité de De Gaulle, comme il l'explique dans *le Monde* qu'il pourra mobiliser les travailleurs pour riposter !

Antoine Artous

Abonnement

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Formule choisie _____

	Normal	Collec.	Etranger
1 an	230 FF	190 FF	320 FF
6 mois	120 FF	110 FF	170 FF
3 mois	65 FF		090 FF

Règlement à l'ordre de :
PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil. (tél. : 859.00.80)

Rouge

- Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tel : 859 00 31
- Directeur de la publication : Robert March
- Commission paritaire : 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

Les divisions du 1^{er} Mai font le jeu des patrons

IMPOSONS L'UNITÉ D'ACTION

LE 1^{er} Mai 1982 a été une occasion manquée. Les travailleurs pouvaient montrer leur force face à la droite en manifestant tous ensemble dans la rue. Mais, pour la troisième année de suite, il n'y a pas eu de manifestation unitaire à Paris et dans la majorité des villes de province.

Premier Mai : une occasion manquée

Le résultat est là : pour ce premier 1^{er} Mai, le premier depuis la défaite de Giscard, la mobilisation a été en général très faible.

Aucun bluff sur les chiffres ne saurait le dissimuler. La droite peut se frotter les mains. On lui laisse le champ libre pour mobiliser sur la défense de l'école libre ou sur l'avortement, en toute impunité. La division fait le jeu de la réaction. Ce qui vient de se passer le 1^{er} Mai au Portugal, où le sang a coulé, montre jusqu'où peut conduire sa dynamique infernale (voir p 9).

Pourtant quelque chose a commencé à bouger

Dans plusieurs villes, des manifestations unitaires CGT, CFDT, FEN, PS et PC ont eu lieu. Certaines ont été les plus importantes depuis plusieurs années. Et, dans une série d'entreprises, des contacts entre militants CGT et CFDT ont été renoués. Le ton de la direction CGT a changé. Hier, Krasucki faisait du « recentrage » d'Edmond Maire un obstacle absolu à toute forme d'unité d'action, y compris avec ceux qui dans la CFDT combattaient la signature de l'accord du 17 juillet ! Ce qu'il appelait « unité dans la clarté », c'était en fait le refus de toute unité. Aujourd'hui, le même Krasucki propose l'unité sans préalable à la CFDT. *La Vie ouvrière* titre : « Union à la Une. » Et Lucien Postel, le rédacteur en chef du *Peuple*, propose de corriger la tendance qu'a eue la CGT à « privilégier l'aspect clarté au détriment de l'aspect proposition », en soulignant que malgré « beaucoup de désaccords fon-

- DE LA BASE AU SOMMET
- POUR LA MOBILISATION
- POUR LES REVENDICATIONS



La LCR manifeste à Rouen le 1^{er} Mai

damentaux » avec la CFDT, la CGT doit « faire des propositions d'unité d'action sur des points précis, même limités. »

Dans cette situation, ceux qui ont lutté depuis plusieurs années avec acharnement pour l'« union dans les luttes » sont aujourd'hui souvent partagés entre l'espoir et l'inquiétude. Ils sentent en effet que quelque chose a commencé à bouger. Et ce « dégel » des relations unitaires rend la bataille pour imposer l'unité d'action plus facile. Mais, en même temps, se posent des questions : quelles sont les raisons qui ont conduit la direction de la CGT à prendre en quelques jours un virage qui contredit ce qu'elle explique depuis deux ans ? S'agit-il d'une simple manœuvre sans lendemain ? Est-ce un pas dans la direction de Mauroy et Delors qui réclament un syndicalisme uni pour aider le gouvernement à imposer des sacrifices aux travailleurs et limiter les grèves ? Quel répondant auront ces

propositions unitaires de sommet dans les entreprises ?

En fait, si le PS et le PC se mettent aujourd'hui à parler d'unité d'action syndicale, il n'est pas difficile de deviner pourquoi. La droite remonte. La politique gouvernementale ne fait pas recette parmi les travailleurs. Le PC et le PS n'ont pas l'intention d'en changer. Mais ils essaient de relancer un « mouvement populaire » pour l'appuyer. Et, surtout, ils commencent à se rendre compte que la désyndicalisation et la division ont pris de telles proportions qu'elles affaiblissent le contrôle des syndicats sur une classe ouvrière dont la combativité augmente, et qui n'est pas prête à accepter sans broncher une politique d'austérité.

Elargir la brèche

Dans cette situation, les militants lutte de classe qui luttent pour l'unité d'action ne doivent pas se battre à reculons. Ils au-

raient tort d'adopter une attitude frileuse et circonspecte sous prétexte que ceux qui depuis trois ans ont bradé les luttes et divisé les travailleurs ont aujourd'hui le mot « unité » à la bouche. Ce qui doit guider leur attitude ce ne sont pas les arrière-pensées ou les manœuvres des bureaucrates, ce sont les intérêts de la classe ouvrière.

C'est pourquoi ils doivent profiter de la brèche qui s'est ouverte. S'y engager résolument en apparaissant aux yeux des travailleurs comme les **partisans de l'unité d'action jusqu'au bout pour la défense intransigeante des revendications**. Et, pour cela, être capables de répondre précisément à la question : l'unité comment ? l'unité pour quoi faire ?

• Oui à l'unité d'action permanente dans les entreprises

Tirons les leçons de 1978 : l'unité ne sera solide que si elle s'enracine profondément à la base, dans les entreprises. Imposons partout des intersyndicales, des réunions communes de syndiqués, des assemblées du personnel appelées en commun par les syndicats, des plates-formes revendicatives intersyndicales discutées avec tous les travailleurs.

Allons plus loin : c'est une unité d'action **permanente** qui est aujourd'hui à l'ordre du jour contre la droite et le patronat.

Pourquoi ne pas reprendre la proposition de **comités d'unité d'action** qui avait été faite à la tribune du 40^e Congrès de la CGT ? Des comités d'unité d'action, non seulement au plan national, mais à la base, dans les entreprises et les localités ; des

comités largement ouverts à tous ceux qui veulent lutter pour le changement. Ce serait un moyen d'éviter que les travailleurs ne soient cantonnés au rôle de spectateurs impuissants des querelles ou des accords de sommet.

Pourquoi ne pas engager aussi le débat dès aujourd'hui sur la perspective d'une **réunification du mouvement syndical**, et des garanties de fonctionnement démocratique qui la rendraient viable ? Face au syndicat des patrons, le CNPF, les travailleurs seraient plus forts s'ils n'avaient qu'un seul syndicat, et le nombre de syndiqués ne resterait pas aussi faible qu'il est aujourd'hui.

• Oui à l'unité pour la mobilisation des travailleurs sur leurs revendications !

Il n'y aura pas de changement réel dans ce pays sans mobilisation des travailleurs.

Et la meilleure façon de développer la mobilisation ce n'est certainement pas de fixer des bornes à priori à l'action syndicale, en l'enfermant dans le cadre d'un soutien à la politique du gouvernement. C'est d'abord soutenir les revendications que les travailleurs veulent voir satisfaites et les défendre **en toute indépendance par rapport au gouvernement**. Ce qui n'empêche pas — bien au contraire — de se tourner vers les ministres et les députés du PS et du PC pour leur demander d'appuyer ces revendications.

• La démocratie ouvrière c'est la meilleure garantie de l'unité.

L'unité sera solide et durable si elle devient l'affaire de tous les travailleurs. Il peut y avoir des désaccords, et même de graves divergences sur les revendications, sur les formes de lutte, ou sur l'attitude à avoir par rapport au gouvernement. Elles ne doivent pas conduire à la paralysie. Que chaque organisation défende ses propositions devant les travailleurs en assemblée générale. A eux de trancher. Et libre à chacun de continuer à défendre ses positions et de tirer ensuite le bilan de ce qui aura été fait. C'est cela la démocratie ouvrière. Ceux qui combattent réellement le « recentrage » sous toutes ses formes ne peuvent avoir aucune réticence à soumettre leurs propositions au verdict des travailleurs. L'expérience montre qu'il est plus facile de défendre les 39 heures avec perte de salaire dans une négociation sans témoins avec les patrons, que devant une assemblée générale de travailleurs.

A Flins, à la Société générale, les grévistes ont mis en place un **comité de grève** ouvert aux non-syndiqués. C'est en s'engageant dans cette voie que les travailleurs pourront non seulement garantir l'unité entre leurs organisations syndicales, mais aussi se donner les moyens de contrôler directement par eux-mêmes leur propre lutte. **F.L.**

A PARIS ET AILLEURS

TROIS syndicats. Trois initiatives concurrentes à Paris !

Force ouvrière rassembla moins d'un millier de manifestants (dont une proportion non négligeable de militants du PCI, syndiqués ou non à FO).

La CFDT regroupa un peu plus d'un millier de personnes à la Bastille, dans une atmosphère de kermesse triste. Un représentant de Solidarnosc y prit la parole. Plusieurs syndicats et sections CFDT de la santé, des PTT et de la Fonction publique y distribuèrent un tract expliquant : « La direction de l'URP et la confédération ont pris une lourde responsabilité en ne choisissant pas un compromis minimum ou un appel séparé à une manifestation commune. » Ils y réaffirmaient leur volonté de continuer la bataille pour l'unité d'action.

La manifestation de la CGT rassembla près de

20 000 personnes en chiffres réels. Beaucoup de travailleurs immigrés ; les travailleurs, en cortège très combatif, de Citroën en lutte. Quelques banderoles intersyndicales, en particulier aux Impôts et à la centrale des Finances, à l'INSEE. Des soldats à visage découvert distribuèrent un tract dans la manifestation.

La LCR a défilé avec des mots d'ordre pour l'unité d'action, contre les cadeaux aux patrons, pour la solidarité avec le Salvador et la Pologne. Elle a envoyé une délégation place de la Bastille.

En province, là où l'unité ne s'est pas réalisée, les manifestations ont été en général peu nombreuses. Là où elle s'est faite, les cortèges ont été en général plus massifs. Dans quelques villes (comme Rennes, Alençon, Lille, Roubaix, Tourcoing ou Istres), ils furent même les plus importants depuis plusieurs années.

► RENAULT FLINS

La lutte a payé

Après plus de trois semaines de grève, les OS de Renault-Flins ont fait reculer la direction : augmentation de 100 F pour tous les OS de chaîne, 5^e semaine accolée aux autres pour les travailleurs étrangers, affichage des cadences, pas de sanctions pour fait de grève. Un tel résultat est tout à fait encourageant.

Tout d'abord, dans l'usine de Flins, par comparaison avec la grève des presses de juin 1978 : au bout de deux jours, Giscard avait envoyé les CRS aider les cadres à casser la grève, qui s'était terminée par 45 licenciements... Cette fois-ci, à l'évidence, les travailleurs avaient confiance en eux : la direction n'est pas parvenue à les décourager malgré deux lock-out, malgré l'utilisation de cadres pour provoquer des affrontements. Ainsi, le changement politique encourage à la lutte, même dans l'usine de Renault qui avait connu la défaite la plus dure ces dernières années.

Cela encouragera d'autres luttes dans l'automobile et ailleurs. D'autant plus que la victoire, à l'évidence, est due à la combativité ouvrière et non pas à la force de l'intervention gouvernementale. « Il faut compter sur nos propres forces et notre propre détermination », se diront de

nombreux travailleurs. Pour eux, l'existence du comité de grève de Flins est un bon exemple : les grévistes, pour ne pas être prisonniers des conflits entre syndicats et des calculs des directions syndicales, avaient, en effet, imposé la reconnaissance de leur comité de grève, soudant ainsi l'unité de FO, de la CGT et de la CFDT.

Une question, cependant, se pose : comment agit le gouvernement ? Une chose, bien sûr, est de ne pas utiliser les CRS contre les ouvriers de Renault ; même si dans une vingtaine d'usines moins symboliques l'intervention des forces de l'ordre contre les ouvriers a été décidée par le ministre de l'Intérieur... Une autre chose est le maintien, à la tête de la Régie-Renault, d'une direction forgée du temps de Giscard, profondément opposée au changement, instrument du CNPF. Une majorité du PS et du PC peut-elle laisser Renault nationalisée entre les mains de ses ennemis politiques ? Refuser d'utiliser les flics contre les ouvriers de Renault ne suffit pas : pour que le changement entre réellement dans les usines, le gouvernement doit en chasser cette direction.

P. R.

► POUPEES BELLA

Licenciements annoncés le 10 mai ?

Un an jour pour jour après le 10 mai dernier, les ouvrières et les ouvriers des poupées Bella verront-ils annoncer 600 licenciements ? C'est, en effet, le lundi 10 mai que se réunit le comité d'entreprise devant lequel le syndicat nommé par le tribunal de commerce va approuver le « plan Berchet », du nom de ce patron qui veut bien, avec le soutien du ministère de l'Industrie, « reprendre » 150 personnes sur plus de 1 000 (voir *Rouge* du 30 avril).

Par avance, avec l'ensemble du personnel de l'usine, la CGT dit non. Elle appelle d'ailleurs l'ensemble des organisations ouvrières de Perpignan — qui ont été amenées à manifester dans l'unité le 1^{er} Mai — à s'unir pour soutenir la lutte contre les licenciements à Bella. Celle-ci, en effet, est indissociable dans la région de la lutte contre le chômage, puisque déjà 17 % de la po-

pulation active est privée d'emploi.

Si les organisations ouvrières majoritaires ne cherchent pas à ruser avec leurs propres prises de position, un large soutien aux Bella devrait exister, rassemblant CGT, CFDT, FEN, PS, PC, PSU, LCR. Les groupes parlementaires du PS et du PC ont tous deux condamné le « plan Berchet » ; la CGT et la CFDT, au niveau départemental, soutiennent la lutte depuis plusieurs mois. Ce front tiendra-t-il face à la nouvelle situation : le patron candidat à la reprise peut se flatter d'avoir obtenu l'accord du gouvernement, et on ne peut plus « défendre l'emploi à Bella » sans condamner cette décision gouvernementale.

Quel anniversaire du 10 mai où, pour maintenir la priorité à l'emploi, il faut repousser un projet patronal approuvé par le gouvernement !

► CITROËN

Un test politique national

● Ceux de Levallois rejoignent ceux d'Aulnay



LIBERTE chez Citroën ! Le mot d'ordre, la revendication, fait maintenant tâche d'huile dans les entreprises de Citroën de la région parisienne.

A Aulnay, la grève continue, indiscutablement majoritaire.

Toute la journée devant l'entreprise, les grévistes maintiennent les piquets de grève. Le renfort reçu des syndicats CGT et CFDT de tout le département montre son efficacité. A Aulnay, les travailleurs sont donc installés dans la grève et il n'est pas question pour eux de rentrer sans victoire. Le 10 mai, pour eux aussi, a signifié de nouvelles possibilités de combat. Ils revendiquent clairement que le changement commence enfin alors que la droite est battue depuis

un an. La CFT-CSL, qui paraissait jusqu'il y a deux jours, se fait aujourd'hui plus discrète devant l'usine.

La grève s'étend !

Dans toutes les entreprises de Citroën, les revendications sont populaires. L'agitation s'est développée depuis une semaine : tout d'abord à Levallois, 3 600 travailleurs, la deuxième usine de production de la région parisienne, mais aussi à Vélizy, St-Denis, etc.

La CSL qui a renforcé ses effectifs de nervis, en particulier à Levallois, pour empêcher l'extension, vient de perdre la partie. Vendredi dernier, la sellerie et le ferrage débrayaient. Puis, mardi, le débrayage reprenait une heure et demie après l'embauche ; cette fois-ci étendu à la totalité des ateliers. Mais les commandos de la direction expulsaient les délégués et une centaine de grévistes, forçant la majorité d'entre eux à reprendre le travail sous la menace. Mercredi matin, c'est parti en grand. L'équipe du matin ne prenait pas le travail, et l'entreprise s'arrêtait complètement.

Après avoir manifesté dans la ville de Levallois, les grévistes se réunissaient à la bourse du travail et se regroupaient par secteurs pour s'organiser.

Les menaces physiques employées par les nervis de la CSL n'ont donc servi à rien. Pourtant, ils avaient sorti le grand jeu, allant jusqu'à interdire les diffusions de tract au métro près de l'entreprise.

C'est pour cette raison que, mardi matin, la LCR décidait d'imposer physiquement la distribution de son bulletin d'entreprise. C'était la première fois depuis le début du conflit qu'une organisation ouvrière contraignait les nervis à rengainer leur morgue.

Les enjeux du conflit

La direction de Citroën n'est pas décidée à lâcher et tente d'imposer son officine prétendument syndicale aux négociations. Il est d'ailleurs surprenant de constater que *le Matin*, pourtant

de tendance socialiste, ose affirmer que la CSL est légitime à Aulnay. Voilà un allié bien inattendu pour la droite et le patronat qui ont décidé de faire de ce conflit un test national.

La droite veut infliger une nouvelle défaite au gouvernement en le forçant à reconnaître que les patrons ont le droit de violer les lois parce qu'ils sont les seuls maîtres dans leur entreprises ! Comme à son habitude le gouvernement a commencé à reculer en ne suivant pas la CGT et la CFDT qui refusent de siéger avec la CSL. Malgré quelques contorsions, elle reconnaît, de fait, la CSL et Auroux négocie aussi avec les nervis.

Ce que veulent les travailleurs, c'est bien sûr leurs 400 F, l'abaissement des cadences ; mais aussi « travailler libres », ne plus avoir la répression de l'encadrement et de la CSL sur le dos. Comment y arriver si la majorité du PS et du PC ne met pas tous ses moyens aux côtés des ouvriers en lutte ? Alors que la grève a montré la non-représentativité de la CSL dès que la peur diminue, pourquoi le gouvernement n'intervient-il pas plus énergiquement ?

Cette question commence à mûrir à Aulnay ; gageons qu'elle ne tardera pas à percer aussi à Levallois !

A Citroën, tout particulièrement, le problème de l'intervention gouvernementale se pose : à cause des méthodes de répression, mais aussi à cause de l'origine de cette entreprise, associée au groupe Peugeot grâce à des milliards de fonds publics donnés par Giscard. Dans la réalité, la nationalisation de Citroën et de tout le groupe Peugeot aurait dû être mise à l'ordre du jour. Et les méthodes de ce patronat en soulignent encore plus l'urgence.

Les nervis de Citroën sont renforcés par des « éléments extérieurs », et beaucoup des chefs de ces commandos sont affiliés au RPR. Cela montre à quel point il est nécessaire et urgent que se manifeste la solidarité du mouvement ouvrier, comme cela est déjà le cas à Aulnay et Levallois. Il faut partout manifester la solidarité avec ceux de Citroën.

Frédéric Castello

LIBERTE SYNDICALE DISSOLUTION DE LA CSL (EX-CFT)

Non, un an après la victoire du 10 mai, la CSL ne devrait plus avoir les moyens de faire la loi dans les usines de Citroën ! Le gouvernement et la majorité, qui avaient promis de développer les libertés et qui discutent des « droits nouveaux » pour les travailleurs, ne peuvent pas laisser subsister la complicité active entre la direction de Citroën et ce syndicat, à direction fasciste, qui assure la paix sociale par des méthodes de violence et de terreur.

Non, il ne s'agit pas de « prendre le temps qu'il faut pour laisser faire le changement tranquille ». Ce qui mène dans l'impasse ailleurs est à Citroën, face à de tels adversaires de la classe ouvrière, un pur scandale.

Oui, le PS et le PC avaient raison de réclamer une commission d'enquête parlementaire sur les agissements de cette direction et de ce pseudo syndicat. Oui, la seule chose qu'il leur reste à faire c'est d'interdire la CSL (ex-CFT), en rendant publiques toutes les agressions faites, ces dernières années, contre les organisations ouvrières et leurs militants. Cela est urgent. Cela n'a que trop tardé.

Vient de sortir



► SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Neufs syndicalistes menacés de révocation

Les événements survenus ces derniers jours à la Société générale, à Paris, sont d'une extrême gravité. Neuf militants CFDT, dont plusieurs délégués, sont victimes d'une mesure de révocation. Leur identité avait été relevée le vendredi 30 avril à 5 h 45 par un commando de policiers et de membres de la direction de la banque, lors de l'évacuation par la force d'un piquet de grève au standard du centre Edouard-VII. D'autres interventions policières avaient eu lieu la veille contre des centraux et agences occupés par les grévistes. Les décisions de révocation annoncées lundi 3 mai, qui n'avaient jamais été prises sous Giscard, montrent la volonté du P-DG Mayoux de mettre au pas le personnel et les syndicalistes combattifs. Mayoux avait d'ailleurs déclaré aux syndicats que « s'ils ne nettoyaient pas leurs propres écuries » d'autres s'en chargeraient pour eux ! Mayoux est un expert en la matière puisque, ex-P-DG de Sacilor, il fut chargé de « restructurer » la sidérurgie.

Cette répression est d'autant plus inacceptable qu'elle vient d'une direction chargée par le gouvernement de faire des entreprises nationalisées la « vitrine sociale » du changement

A l'origine des luttes actuelles à la Société générale, il y a la grève très dure menée pendant deux mois par les services informatique, courrier et change de la banque pour obtenir une grille d'avancement automatique à l'ancienneté. La victoire de ces personnels sur cette revendication a provoqué la mobilisation des employés dans plusieurs centraux et agences de Paris. Soutenus par la CFDT, la CGT et FO, plus d'un millier de travailleurs sont en grève permanente depuis plusieurs semaines. Ils étaient rejoints par 5 000 grévistes dans tout le pays lors de la journée d'action du 27 avril.

Face à un mouvement encore minoritaire mais déterminé et qui rencontre un écho de masse dans le personnel, la direction et la haute hiérarchie ont adopté une attitude de combat. Les grévistes sont accusés de vol de valeurs alors qu'ils ne font que retenir des papiers sans valeur d'échange pour empêcher qu'ils ne soient sous-traités ailleurs. L'attitude brutalement anti-ouvrière de la direction met directement en cause le gouvernement : c'est en effet en son nom que la direction de la Société générale agit et que Defferre envoie ses flics rétablir l'ordre des banquiers !

Dernière minute

Mardi 4 mai au soir, la direction de la Société générale annonçait la suspension provisoire des révocations. Il ne s'agit pas d'un recul de sa part mais d'un chantage exercé sur les grévistes et leurs syndicats pour les contraindre, sous la menace, à renoncer à leurs formes de lutte : occupations et piquets de grève.

Loin de rendre sans objet la mobilisation et la solidarité, cette « suspension provisoire » ne fait qu'en souligner l'urgence et la nécessité dans toute la profession bancaire. Il est regrettable que certains aient pris prétexte de cette suspension pour renoncer à un débrayage de toutes les banques parisiennes, le 6 mai, avec les grévistes de la Société générale.

Face à une répression sans précédent, la mobilisation n'a pas faibli. Une pétition destinée à Mauroy était déjà massivement signée mardi matin. Les organisations syndicales de l'entreprise appelaient les travailleurs à manifester jeudi 6 mai devant l'Association française des banques, le jour de la négociation paritaire. Pourtant, les responsables de la CGT ont cru devoir se désolidariser des actions des grévistes, dénoncées comme « provocatrices », et négocier avec Mayoux sans exiger au préalable la levée des sanctions.

Quand, mardi après-midi, la direction acceptait la présence de trois représentants du comité de grève aux négociations, les responsables CGT s'opposaient à leur présence ! Devant plusieurs centaines de grévistes réunis en AG sur la place Edouard-VII, une série de délégués CGT exprimèrent alors leur désaccord avec leur direction et affirmèrent

— sous les applaudissements — leur volonté d'unité avec tous les travailleurs en lutte. La prise de position de ces militants rend compte de la participation pleine et entière de très nombreux adhérents CGT à la lutte, et de la présence de certains d'entre eux au comité de grève, aux côtés de responsables CFDT, FO et de non-syndiqués.

Unité contre la répression !

La révocation qui frappe neuf grévistes et militants CFDT concerne l'ensemble du mouvement ouvrier : parce que les travailleurs n'ont pas voté pour cela le 10 mai ; ni les militants socialistes et communistes dont les partis sont aujourd'hui majoritaires au Parlement. Peuvent-ils accepter le silence du PS et du PC devant les interventions policières à la Société générale ? Que penseraient-ils d'un nouveau silence devant les révocations ?

De même, les fédérations syndicales de la banque se doivent-elles d'intervenir avec la dernière énergie. Rien ne justifierait qu'elles se taisent aujourd'hui sur une répression anti-ouvrière qu'elles dénonçaient hier. La passivité dont elles font preuve jusqu'à maintenant ne peut que donner des armes à une direction patronale de combat et aux très réactionnaires amicales de cadres dont les effectifs montent en flèche.

L'unité a aujourd'hui un contenu précis : non la recherche d'une entente avec Mayoux dans les conseils d'administration pour « bien gérer » les banques, mais l'unité avec les travailleurs en lutte, pour leurs droits et leurs revendications.

Michel Thomas



L'entrée des non grévistes sous la « protection » de la police à l'agence Trocadero



Aller jusqu'au bout de l'unité !

L ES travailleurs ont tout à gagner en prenant au pied de la lettre les déclarations unitaires de la CGT. Krasucki, le 2 mai, explique que « la CGT partage l'idée que l'unité d'action des syndicats et de toutes les forces qui veulent faire entrer dans la vie les espoirs nés du printemps 1981 est indispensable. »

Il disait l'inverse, hier ? Oui, mais ce revirement sert la cause des unitaires, c'est-à-dire de ceux qui se battent pour l'union dans les luttes, depuis des années. Les espoirs nés le 10 mai

ne deviendront palpables qu'à la condition d'une mobilisation unitaire de l'ensemble des travailleurs.

Krasucki a en tête une unité autour du gouvernement, pour le soutenir. C'est une chimère... Ce gouvernement vient de faire des cadeaux somptueux au patronat. Il prône la solidarité pour faire accepter sa gestion de la crise. Les travailleurs ne se mobiliseront pas pour soutenir cette politique. L'unité ne vivra réellement que pour le changement et les revendications. Il n'y a pas d'autre unité possible.

Pour surmonter les obstacles, la démocratie ouvrière

Krasucki, le lendemain du 1^{er} Mai, ajoutait : « Les divergences que les organisations syndicales peuvent avoir entre elles ou avec l'action du gouvernement sur tel ou tel sujet sont certes réelles. Il est normal qu'elles soient débattues au grand jour, pour que les travailleurs puissent se faire une idée et aider à surmonter les obstacles. » Soit ! Pour les unitaires, cela s'appelle la démocratie ouvrière, cette aide que

peuvent « apporter les travailleurs à surmonter les obstacles. » CGT et CFDT sont-elles en désaccord ? Qu'elles exposent leurs divergences devant l'assemblée générale des travailleurs. A eux de choisir, à eux de trancher, à eux de décider. Cette unité, fondée sur les revendications portées par les luttes, issues des besoins non satisfaits des travailleurs, ne peut exister que par la démocratie ouvrière.

L'unité se forge dans les luttes

Aux unitaires de renouer les liens intersyndicaux, de retrouver le chemin des assemblées générales souveraines. Krasucki a en tête autre chose : il pense prendre à témoin les travailleurs contre la CFDT pour la forcer à l'unité de sommet qu'il veut. Qu'importe ! Les comploteurs des sommets confédéraux en seront pour leurs frais, si l'unité dans les luttes, dans la mobilisation se forge. « Ce n'est pas cette unité-là que nous voulions », n'oseront-ils pas dire. Tant mieux pour les travailleurs !

Krasucki, toujours le 2 mai, poursuit sa démonstration : « Mais dès lors qu'on veut vraiment aller de l'avant dans un sens progressiste, cela ne doit pas empêcher l'action commune sur l'essentiel. Action commune entre organisations syndicales pour les mesures telles que les veulent les travailleurs. Action commune de toutes les forces du changement, syndicats et partis, dans

l'indépendance de chacun, contre les forces du conservatisme et de la réaction pour construire le changement, et chaque fois que les circonstances le justifient. »

Krasucki a mille fois raison. Ce sont des paroles à graver au-dessus des cheminées en lettres d'or. Le 1^{er} Mai ne doit pas être une tentative avortée, sans lendemain. Il faut aller jusqu'au bout de l'unité, « pour les mesures telles que les veulent les travailleurs », et « chaque fois que les circonstances le justifient. » C'est-à-dire tout le temps, en permanence. C'est cela qu'il faut imposer dans les entreprises : l'action unitaire permanente. En revanche, nulle divergence ne peut justifier la division. Nul préalable ne peut être avancé, ni le recentrage de la CFDT ni le soutien cégétiste à Jaruzelski : aux travailleurs de trancher ! Pas de préalable à l'unité, ni dans le contenu ni dans la date de réalisation. C'est tout de suite et pour les revendications.

Un tournant, une brèche

Hier, Krasucki traçait une frontière barbelée entre sa centrale et celle d'Edmond Maire. Aujourd'hui, il a trouvé un passeport pour la franchir. C'est le gouvernement qui lui a délivré ce blanc-seing. Car leurs efforts sont conjoints. Pour eux, il faut une force unitaire de soutien à la politique gouvernementale. Les unitaires n'ont pas à craindre ces grandes manœuvres de sommet. La CGT a tourné très

soudainement. Elle a créé une brèche en virant si vite. Elle a même surpris la plupart de ses dirigeants de fédérations et d'UD, qui n'avaient pas été mis dans la confidence. Tant pis pour eux : aux unitaires d'aller jusqu'au bout du tournant. A eux de réaliser l'unité permanente pour les revendications que les travailleurs attendent depuis le 10 mai.

Jean Lantier



Le 24 avril — porte de Pantin — à l'appel de la droite

MAINTENANT !

M AINTENANT, il faut décider. Il faut décider si le prochain budget de l'Etat, élaboré en ce moment même, comportera encore un chapitre fourni pour les écoles privées. Les crédits publics versés aux écoles privées ont augmenté de 22 % cette année, contre 17 % seulement pour les écoles publiques.

Il faut décider si les patrons continueront à disposer de la taxe d'apprentissage, pour la détourner des LEP publics, et engager la construction de nouveaux CFA.

Il faut décider si la « carte scolaire » des écoles publiques, planifiée sur plusieurs années, va devoir encore longtemps s'adapter au réseau de l'enseignement privé.

Il faut décider si la décentralisation en cours laissera les collectivités locales se substituer à l'Etat dans le financement public des écoles privées.

Ces choix sont incontournables : le gouvernement devra les faire, dans le bon sens aujourd'hui, ou dans le mauvais demain.

Car que gagne-t-on à attendre ? Prévu pour s'achever fin 1981, les négociations engagées par le ministère se poursuivent encore ; et l'on apprend qu'il ne s'agit que d'une « concertation » préparatoire aux véritables négociations ! D'ores et déjà, le secteur de la formation professionnelle patronale est laissé de côté.

Et « l'horizon » des décisions est reporté à la fin de la législature : assez loin donc pour laisser le temps à la droite de s'organiser, de mobiliser son électorat et de faire d'autres Pantin ; assez loin pour introduire le doute, le désarroi, chez les partisans du changement ; assez loin, finalement, pour préparer un reniement sur les grandes largeurs du programme pour lequel, il y a un an, une large majorité s'est dégaie.

Tranquillement, le père Guiberteau, parlant pour toutes les écoles privées, répand dans les médias que « personne au gouvernement ne parle de nationalisation ». Sans réponse. Le jour même de sa rencontre avec Savary, il déclarait à la presse : « On connaît maintenant les points sur lesquels nous ne pouvons pas transiger : l'autonomie des établissements, la nomination du directeur et le libre choix de l'équipe enseignante, la formation des maîtres et le libre choix des familles. » En clair, Guiberteau ne transigera sur rien ! Et il le dit d'emblée. Sans réponse, encore. De quoi discute-t-on au ministère ?

La droite, la hiérarchie catholique, défient ouvertement l'autorité de la majorité PS-PC : et celle-ci encaisse, courbe l'échine jusqu'au prochain coup !

C'est maintenant qu'il faut décider. C'est maintenant que les organisations ouvrières, partis et syndicats, doivent se décider : leurs affiches sur l'école n'ont pas inondé les murs, leurs tracts sur le sujet n'ont pas jonché le pavé, leurs déclarations n'ont pas encombré les salles de rédaction...

Que chacun, dans le mouvement ouvrier, prenne enfin ses responsabilités !

N. J.

● UNE LOI DE NATIONALISATION LAIQUE EN 1982

QUATRE jours seulement après le rassemblement de la droite pour l'école privée à Paris, le président du Mouvement des radicaux de gauche, parti bourgeois de tradition « laïque » s'il en fut, écrivait, dans *le Monde*, « qu'il croit plus, beaucoup plus, à la société civile qu'à l'administration et au règlement. Plus à l'initiative individuelle, à la vie associative et locale qu'à l'extension du rôle de l'Etat, qui ne peut ni ne doit tout faire. » Beau soutien aux écoles privées : radios libres et vie associative sont mises dans le même sac de la libération de la société de la « pesante tutelle de l'Etat »...

Un soutien qui fait écho au leitmotiv de la droite : « Occupez-vous de l'école publique, nous dit-elle, laissez vivre l'école privée », quand elle n'invite pas l'école publique à prendre modèle sur le secteur privé !

Cent ans après sa promulgation, faut-il rappeler que la gratuité de l'instruction est un acquis pour tous les travailleurs ? Nous permettra-t-on de nous indigner que la fortune puisse ouvrir la porte d'établissements de luxe aux familles fortunées ? Et, si les bourgeois trouvent que l'école publique manque de moyens, faut-il qu'ils soient les seuls à disposer d'établissements bien lotis ?

L'égalité, ensuite : l'école privée est la plus inégalitaire. A un bout, elle concentre tous les établissements d'excellence, pour le repêchage de fils de famille en dérive ; à l'autre bout, elle organise l'apprentissage, sous le seul contrôle des patrons, des jeunes de familles populaires. Comment peut-on prétendre vouloir en même temps réaliser le « collège unique » pour tous les jeunes jusqu'à 16 ans, et maintenir deux réseaux concurrents d'établissements ?

La liberté, enfin : celle des enfants de recevoir un enseignement dans une école qui, à défaut de réaliser une impossible neutralité, fait place à des expressions contradictoires. L'école privée, à l'inverse, revendique hautement son « caractère propre », c'est-à-dire ses propres valeurs idéologiques, « évangéliques » ou autres. C'est là le contraire du pluralisme dont la droite nous rebat les oreilles.

Au nom de la gratuité de l'instruction, de l'égalité devant l'école, et de la liberté des enfants, il est donc nécessaire d'affirmer haut et fort : « Une seule école, l'école publique. »

Sans doute, pour changer l'école, faudra-t-il faire davantage que constituer un service pu-

blic unique d'éducation : il reste à lever l'hypothèque de l'austérité matérielle, donc à changer de politique budgétaire (en faisant payer le capital, en redonnant la priorité à l'éducation, non à l'armée). Il reste aussi à relever le défi démocratique d'un véritable collège unique pour tous jusqu'à 16 ans et d'une formation professionnelle pour tous les jeunes accédant au marché du travail. Voilà des objectifs de nature à donner un contenu social mobilisateur à la bataille laïque en 1982.

Mais la transformation de l'école publique ne saurait constituer un préalable à la nationalisation laïque. Car l'école privée ne se contente pas d'exister à côté de l'école publique : elle exerce une pression permanente contre le service public, et ne vit

ques elles-mêmes : on établit le « palmarès » des lycées en fonction de leurs résultats au bac, on encourage « l'autonomie » des universités.

Dans le secteur de la formation professionnelle, le rôle du secteur privé est encore plus net : en favorisant systématiquement l'apprentissage sur le tas au détriment de l'enseignement technique public, le pouvoir de droite répondait aux besoins patronaux d'une main-d'œuvre sous-qualifiée, nombreuse et tôt formée au travail d'usine.

Privées dans leur recrutement et dans leur fonctionnement, les écoles confessionnelles et patronales ne le sont plus depuis longtemps dans leur financement : l'Etat les finance autant, et souvent plus, que les familles.

C'est un point de départ : deux millions d'élèves sont scolarisés dans onze mille établissements qui, pour la plupart, ne survivent que grâce aux fonds publics. Deux voies sont donc ouvertes. Soit un retour en arrière, vers le financement privé des écoles privées ; c'est à celles-ci d'en prendre la responsabilité ; soit une avancée traduisant sur le plan du fonctionnement la réalité du financement, vers la transformation des écoles privées touchant des fonds publics en écoles publiques ; c'est là la responsabilité de l'Etat, aujourd'hui.

C'est pourquoi il faut une loi de nationalisation laïque dès 1982. L'intégration des écoles privées est inscrite dans les programmes du PS et du PC sur lesquels ils ont gagné une large majorité à l'Assemblée, il y a bientôt un an. En reniant leurs engagements, en cherchant d'impossibles compromis, ils offriraient une victoire à la droite, et mécontenteraient les seuls « acteurs du changement », les travailleurs.

Plus le gouvernement tergiverse, et plus la droite s'enhardit : cette leçon des cantonales est à retenir par cœur.

Nicolas Jeanson

LIBERTE

C'est le maître-mot des défenseurs du privé... Dans le département du Morbihan, une commune sur cinq ne compte pas d'école publique du tout. Pour quarante collèges publics, on compte quarante-cinq établissements privés équivalents, et pour six lycées d'Etat, il y a quinze établissements privés correspondants.

Et, dans combien d'autres communes bretonnes, où se jouxtent l'école communale et l'école privée, celle-ci a fini par se rendre « indispensable », en l'absence d'équipements suffisants des écoles publiques, l'existence du privé justifiant en retour de ne pas agrandir l'école publique ?

que du détournement des fonds publics qui lui sont alloués année après année.

La droite a privatisé l'école, comme elle a privatisé les PTT, la santé ou les chemins de fer : pour faire jouer à plein les lois du marché dans les services publics. En finançant des réseaux concurrents d'écoles, l'Etat a introduit la concurrence entre écoles publi-



laïque, financée publics

● QUELLE LAÏCITE ?

CENT ans après les lois de Jules Ferry, il n'y a plus de parti bourgeois se réclamant de la laïcité : tous sont partisans du financement d'écoles privées par l'Etat, comme l'a montré le rassemblement du 24 avril. La bourgeoisie est incapable aujourd'hui de donner le moindre contenu progressiste à la laïcité, seul le mouvement ouvrier peut le faire.

Le Parti socialiste est-il encore laïque ?

Que disent les responsables du Parti socialiste de la laïcité ?

Mitterrand a développé sa conception au cours de la campagne présidentielle. Le combat laïque s'identifie à ses yeux au combat pour la libération de l'homme, « contre tous ceux qui l'oppriment, contre toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme... ». Un débouché essentiel de ce combat est pour lui la **défense de la République** ; le grand service public d'éducation doit réconcilier les formes d'esprit les plus diverses.

Le Parti socialiste, dans son programme, pratique allègrement le double langage. Il parle de l'école comme d'un terrain et d'un enjeu de la lutte des classes ; il prétend en même temps recréer autour de l'école le consensus de la nation. La

laïcité est définie comme une façon d'exprimer l'unité de la collectivité nationale et de permettre à chaque famille spirituelle ou idéologique d'affirmer son originalité et de la développer. On a bien des raisons de craindre que le PS ne cède aux pressions de telle ou telle famille spirituelle exigeant d'avoir ses propres écoles à l'intérieur du service public pour développer son originalité.

Pour mobiliser

Les socialistes gagneraient à s'inspirer de ce que Jaurès a écrit sur la laïcité.

● Il a appelé les enseignants à rejoindre la classe ouvrière organisée par le canal des syndicats, à se tenir en communication avec le peuple du travail.

● Il a mis l'accent sur le refus du dogmatisme : « La raison n'est libre que lorsqu'elle est exercée en tous sens ; la comprimer, avant qu'elle soit adulte et maîtresse de soi, sous une formule exclusive, sous un dogme impérieux pour qui la libre discussion est scandale, c'est l'asservir. » Il a critiqué aussi le dogmatisme dans les méthodes, le rôle des examens. Il a mis l'accent sur la dimension critique : « Il ne doit y avoir dans l'enseignement national une seule idée qui ne soit soumise à la critique... » Aucune idée n'est sa-

crée, ni la propriété, ni la famille, ni la patrie, ni la religion.

● Il affirme aussi son souci de donner un contenu socialiste à la Déclaration des droits de l'homme qui est au programme scolaire : « La liberté, oui, mais non pas illusoire et superficielle, mais réalisée jusque dans le fond même et l'habitude de la vie, c'est-à-dire dans l'organisation du travail. L'égalité, oui, mais non pas nominale et dérisoire. La propriété, oui, mais pour tous, comme l'universelle garantie sociale de toutes les libertés individuelles. »

Oui, la laïcité, c'est le refus des dogmatismes, la libre confrontation...

C'est aussi l'esprit scientifique, ou mieux, l'esprit de la recherche scientifique, tel qu'il est défini par exemple par F. Jacob : « L'important dans la science, (...) c'est autant l'ouverture, la primauté de la critique, la soumission à l'imprévu, si contrariant soit-il, si nouveau soit-il. »

C'est aussi la lutte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation. Jaurès : « L'éducateur du peuple aspire, comme l'élite du prolétariat dont il élève l'enfance, à une société de coopération où le capital sera possédé par la nation et par les travailleurs groupés, où la fédération de producteurs égaux permettra à tous les droits de s'affirmer sans violence et sans haine. »

Michel Bouvet.

● L'ECOLE PRIVEE, C'EST AUSSI L'APPRENTISSAGE PATRONAL

L'HERITAGE

La droite a systématiquement encouragé l'apprentissage sur le tas au détriment de l'enseignement technique public.

— 1971 : la loi du 16 juillet fournit un cadre juridique aux centres de formation d'apprentis (CFA) : ils sont 500 aujourd'hui (27 en 1973...).

— 1972 : la loi Royer autorise le pré-apprentissage, pendant la durée de la scolarité obligatoire, dès 14 ans.

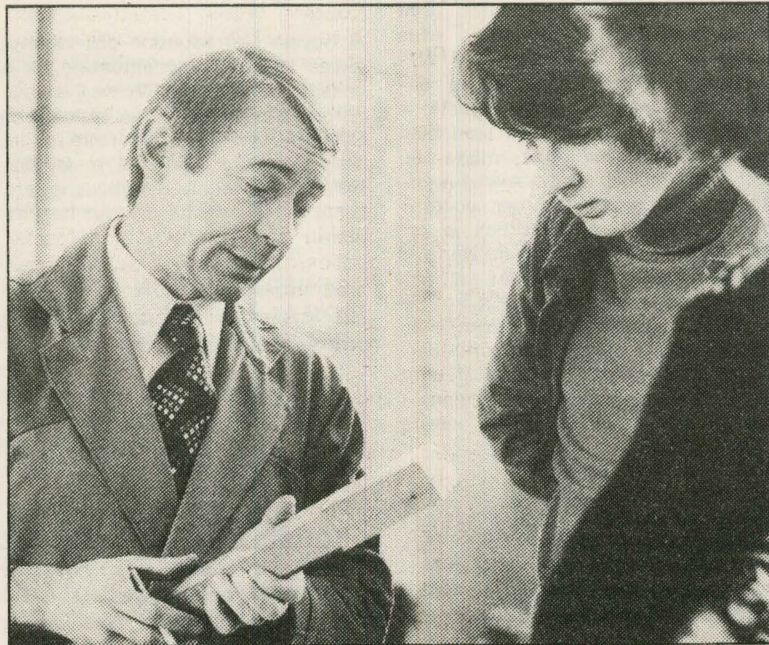
— 1977 : Barre inaugure ses pactes pour l'emploi des jeunes, fondés sur l'alternance emploi/formation.

— 1980 : la loi Legendre « globalise » la politique d'apprentissage et les stages d'entreprise pour les jeunes de LEP.

— 1981 : à quelques semaines de sa défaite, Giscard annonce un « plan quinquennal de la formation professionnelle ». Objectif : 125 000 nouveaux apprentis par an.

LE FINANCEMENT

Les entreprises sont astreintes à verser une « taxe d'apprentissage » ; mais cet impôt a ceci de particulier qu'il est laissé à la discrétion de ceux qui le versent... Résultat : la taxe est massivement versée aux CFA. Son montant par élève est de 8 à 10 fois plus élevé dans les CFA que dans les LEP. Cela n'est sans doute pas suffisant, puisque le budget de l'Etat pour 1982 attribue des crédits de fonctionnement supérieurs aux CFA



(pour 240 000 apprentis) qu'aux LEP (pour 620 000 élèves) !

DEUX EXEMPLES

— Deux nouveaux CFA construits par la chambre de commerce et d'industrie de Paris (à Gennevilliers et Noisy-le-Grand) sont financés pour 12 % par elle-même, pour 42 % par des subventions publiques, et pour 46 % par la taxe d'apprentissage.

— Dans l'Essonne, deux CFA patronaux sont en construction, alors qu'il manque près de 2 000 places

en LEP... Ils sont financés pour 2 milliards de francs par les fonds publics.

DANS LE « PROJET SOCIALISTE »

« Dans les centres de formation d'apprentis, c'est déjà la surexploitation : les jeunes y travaillent quarante à soixante heures par semaine, pour 15 % du SMIC et sans réel contrôle de la formation. (Editions Flammarion, p. 312) »



une seule
école,
l'école
publique

il faut une loi
de nationalisation
en 1982

• de l'enseignement privé
confessionnel et patronal
sans indemnité ni rachat
• et l'abrogation des lois
antilaïques

LCR

Ligue communiste révolutionnaire

LYON : un tract commun CFDT - FEN

« La liberté de l'enseignement n'est pas une propriété privée : une seule solution, la nationalisation. »

Le syndicat CFDT des enseignants du privé et la section de la FEN du Rhône se sont rencontrés, lundi 26 avril ; le communiqué issu de la réunion est diffusé en tract dans le département.

Si certaines formules sont critiques, l'initiative en elle-même est importante : c'est une brèche dans le mur que les tenants du privé veulent dresser entre leur prétendue « communauté éducative » et l'école publique.

Les deux syndicats lyonnais jugent « très important d'affirmer aujourd'hui leur convergence, alors que se mobilisent les partisans de l'école privée. Nous voulons que soit adoptée sans délai, dès la fin 1982, une loi-cadre de nationalisation de l'enseignement privé permettant l'intégration des personnels et des établissements sans privilège ni sanction ni spoliation pour quiconque. »

Le SEPR-CFDT et la FEN se prononcent pour « une école pour tous, une école publique et laïque, capable d'allier la qualité de l'enseignement, le respect de la personnalité de chacun, l'indé-

pendance par rapport aux Eglises, aux partis et aux puissances économiques. » Et d'ajouter : « Nous ne demandons pas le monopole d'enseignement : ce que nous voulons c'est la fin du seul enseignement privé financé par les fonds publics. »

Répondant à ceux qui prétendent qu'une liberté est menacée, les syndicats d'enseignants du Rhône déclarent : « La liberté d'enseignement n'est pas une propriété privée : elle ne peut en aucun cas être confondue avec la liberté d'entreprise. L'enfant n'est pas une marchandise sur laquelle on peut se permettre de spéculer : il a le droit à une éducation gratuite. Réduire la liberté d'enseignement à la seule survie d'un enseignement privé, c'est utiliser à des fins partiales le concept de liberté en le vidant de son sens. »

Enfin, le tract conclut sur l'action : « Dans la poursuite des contacts engagés, les délégués du SEPR-CFDT se rendront au rassemblement organisé par le CNAL, le 9 mai, au Bourget. »

THOMSON (BAGNEUX):

L'école dans l'entreprise

C'est une initiative intéressante qu'a prise le comité d'entreprise de la Thomson-Bagneux, en organisant, du 19 avril au 8 mai, pendant la pause du déjeuner, un cycle sur « Enfants et Pédagogies ».

Une exposition permanente présentait un regard critique sur les jouets, le sport, la musique et les livres proposés aux enfants.

Des débats étaient organisés ; les enfants du centre de loisir d'une commune proche participèrent à la discussion sur « les vacances en question ».

La projection du film *Votre enfant m'intéresse* précéda le « grand débat » où, en plus du réalisateur Jean-Michel Carré, participèrent Marc Ferro, historien ; Edwy Plenel, journaliste au *Monde* et

deux représentants des mouvements pédagogiques. La discussion porta sur la naissance de l'école publique et sur ses difficultés d'aujourd'hui.

Une autre « rencontre-débat » fut consacrée aux crèches, et un spectacle pour tous les enfants, le samedi après-midi, devait clore le cycle.

Les militants syndicaux CGT et CFDT animateurs de cette initiative ont donc fait entrer les questions scolaires dans l'entreprise : voilà une conception de « l'ouverture de l'école sur la vie » et de « l'ouverture de l'entreprise sur l'école » à opposer aux formules patronales d'enseignement alterné école/usine et d'apprentissage !



« Les Etats généraux : un moment fort dans une mobilisation plus large »

• **L'appel adopté les 24 et 25 avril montre la possibilité d'une unité d'action entre le Mouvement des femmes et les syndicats ouvriers.**

A PRES les Etats généraux des 24 et 25 avril sur le travail des femmes, quoi de neuf ? Seront-ils un succès sans lendemain ? Ou engagent-ils un réel progrès dans la prise en charge par le mouvement syndical de la lutte pour le droit au travail des femmes et contre les discriminations sexistes ? A ces questions, l'Appel adopté avec le soutien des organisations présentes fournit une première réponse : « Ces deux jours de débat (...) doivent être un moment dans la construction d'une mobilisation encore plus large », dont les axes et les premières dates sont fixés.

L'existence d'un tel accord, ne fût-ce que dans la région parisienne, pose maintenant question, tant au sein de la CGT que pour l'ensemble des structures régionales et confédérales de la

CFDT. La prise en charge de la lutte des femmes devra passer par une unité d'action des syndicats ouvriers aux côtés du Mouvement des femmes ; la tenue des Etats généraux a montré que cela était possible, nécessaire et urgent.

Par ailleurs, à la lecture du texte, on peut constater que, progressivement, apparaissent et se précisent les thèmes prioritaires. Pour la réduction du temps de travail, tout d'abord, « qui implique la lutte contre toutes les formes de précarisation du contrat de travail (travail à domicile, temps partiel, interim...) ». Un tel constat n'est pas secondaire au moment même où Jean Auroux et le gouvernement baptisent hypocritement le travail à temps partiel du doux nom de « temps choisi ». L'appel donne donc l'occasion de reprendre



une discussion décisive pour toutes celles et ceux qui veulent une lutte contre l'offensive patronale de précarisation des contrats de travail.

Il en est de même pour une autre revendication d'habitude totalement négligée par le mouvement syndical, la « généralisation et l'amélioration des équipements collectifs ». Tout en

soulignant leur rôle indispensable « comme moyen pour la libération des femmes », les Etats généraux ont décidé de soutenir, les 14 et 15 juin prochains, les Etats généraux sur les équipements collectifs à l'appel des associations de parents qui auront un débouché directement politique lors du vote du budget à l'Assemblée nationale.

Une fois soulignées ces deux avancées les plus significatives, il faut cependant mettre le doigt sur un problème qui reste posé :

l'union régionale parisienne de la CFDT, tout en approuvant le texte de l'appel, a catégoriquement refusé qu'il y soit précisé la nécessité de la lutte pour les 35 heures tout de suite. Cela, il est vrai, aurait heurté de plein fouet un débat particulièrement vif au sein de la confédération... Mais le refus de l'URP-CFDT la place dans une situation relativement contradictoire : comment peut-on rejeter les exigences patronales en matière d'emploi sans proposer, au niveau des revendications, des objectifs concrets pour les travailleurs ? Comment assurer le droit à l'emploi de tous et toutes sans baisser massivement le temps de travail, sans perte de salaire, tout en imposant des embauches ?

Ces questions, justement parce qu'elles sont au cœur des luttes, ne pourront pas être évitées dans les prochains mois : la mobilisation pour le droit au travail des femmes et le débat pour en préciser les objectifs sont indissociables.

Pierre Rème

CGT : l'assaut final contre «Antoinette» ?

L ICENCIEMENTS, grève des rédactrices, fabrication du mensuel par la VO... Une crise qui couvait depuis plusieurs mois voit aujourd'hui son aboutissement dans la CGT. Deux jours de suite, le bureau confédéral est « passé » par l'Humanité pour donner sa position sur « l'affaire Antoinette ». Le mardi 4 mai, un communiqué annonce la « démission » de C. Rogerat, rédactrice en chef du mensuel, son remplacement ainsi que le départ de S. Aubert, administratrice.

Mercredi 5 mai, le bureau confédéral explique : « Tous les journaux confédéraux sont la propriété de l'organisation... S'agissant d'Antoinette, le bureau confédéral prend les dispositions pour assurer son essor et en premier lieu faire du journal de juin, mois du 41^e Congrès de la CGT, un numéro spécial exprimant de façon vivante les orientations syndicales et l'activité féminine de la CGT. »

Au-delà des positions de principe sur le rôle des publications confédérales, les communiqués parus dans l'Humanité sont là pour justifier l'épreuve de force engagée aujourd'hui. Car, s'il y avait débat à avoir sur le contenu d'Antoinette, celui-ci n'a pas eu lieu dans la CGT.

Pourquoi ne pas avoir organisé des journées d'études sur ce thème ? Pourquoi ne pas avoir profité du débat préparatoire au 41^e Congrès pour aborder la question ?

En fait, c'est dans les cercles restreints au sommet que la direction fait état du « nécessaire retour à la normale » du journal, censure les articles du mois d'avril pour aboutir aux licenciements, au rapt du matériel et à la demande aux journalistes de la VO de confectionner le numéro de juin. Un « record de démocratie », le 41^e Congrès !

« Nous avons mené un combat pour faire d'Antoinette un journal ouvert, sensible aux problèmes des travailleuses — et pas seulement le travail —, ouvert à toutes les questions féminines et féministes. Nous avons la conviction d'appliquer ainsi la ligne du 40^e Congrès et de la conférence femmes de 1977. Depuis, l'élan s'est trouvé bloqué. Cela s'est vu notamment dans notre combat contre le temps partiel où nous étions très seules pour défendre cette question » expliquaient les rédactrices d'Antoinette, à la conférence de presse du 4 mai. Depuis plusieurs mois, des critiques, parfois très violentes, ont eu lieu contre Antoinette, le courrier des lectrices du mensuel exprimant des avis très partagés sur la question. La direction confédérale a jugé l'orientation du journal trop féministe, « faisant la part belle aux idées cédétistes et gauchistes ».

Les reproches sont multiples : « Publier des lettres de lectrices "contestataires" sur la Pologne, faire un bulletin d'adieu à G. Vacher (après le suicide de cette militante du collectif féminin de Lyon), mettre une photo de manifestation sur laquelle apparaît un badge CFDT, prononcer le mot de "macho" (sic !), voilà qui est la preuve d'une contrebande politique », expliqua un secrétaire confédéral. Au-delà, le problème est de transformer un journal de masse en « bulletin de la militante », comme dira C. Rogerat, liquider les acquis du secteur féminin de la CGT. Il faut défendre Antoinette !

Rachel

APPEL DES ETATS GENERAUX

L A situation des femmes au travail se dégrade de façon dramatique. Les femmes sont aujourd'hui les premières et les plus durement frappées par la crise économique : 60 % des chômeuses ; les menaces les plus graves portant sur des secteurs d'emplois traditionnellement féminins (le textile) ; l'informatisation du travail de bureau va toucher, dans les cinq ans qui viennent, 800 000 sténo-dactylos. Les emplois que les femmes occupent sont sous-qualifiés, sous-payés, elles sont les plus nombreuses à être payées au SMIC, à travailler au rendement. Dans les restructurations d'entreprises, les femmes sont bien souvent les premières mises au chômage partiel, les premières licenciées. Les jeunes femmes accomplissent un travail invisible : la reproduction et l'entretien de toute la famille, travail qui n'est pas reconnu comme un travail à part entière. De ce fait, le rapport des femmes au travail salarié est difficile, contradictoire. Des milliers de femmes sont ainsi continuellement condamnées à un double travail et à un salaire d'appoint.

Nous avons été environ deux mille, sur les deux jours qu'ont duré ces Etats généraux (24 et 25 avril 1982), à manifester notre volonté de défendre les droits des femmes au travail et notamment leur droit au plein emploi.

Ces Etats généraux ne doivent pas être deux jours de travail et d'échange sans lendemain, mais un moment dans la construction d'une mobilisation encore plus large sur les principaux thèmes, les axes de lutte prioritaires qui ressortent de nos travaux :

- REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Ce qui implique, par des moyens appropriés, la lutte contre toutes les formes de précarisation du contrat de travail (travail à domicile, temps

partiel, interim, contrats à durée déterminée, sous-traitance, etc.) et de dégradation des conditions de travail (charges de travail, cadences, travail du dimanche, travail de nuit, etc.). La réduction du temps de travail doit s'accompagner de la création d'emplois stables.

- LUTTE CONTRE LES DIVERSES FORMES DE DISCRIMINATIONS SEXISTES

A travers l'introduction des technologies nouvelles (accentuation de la division sexuelle des tâches), les discriminations fiscales, en matière de Sécurité sociale et de retraite, les discriminations salariales et en matière de formation, d'embauche, etc. Lutte pour la mixité de tous les emplois.

- GENERALISATION ET AMELIORATION DES EQUIPEMENTS COLLECTIFS

(petite enfance, dans l'intérêt des parents et des enfants, services collectifs, etc.) conçus comme un moyen indispensable pour la libération des femmes.

- POURSUITE DE LA LUTTE POUR LE DROIT DE TOUTES LES FEMMES DE DECIDER ET DE CHOISIR LEUR MATERNITE

Qui passe par un droit complet et réel pour la contraception et l'avortement. Information et formation de masse sur la contraception et l'avortement. Inscription de l'avortement au Code de la santé et non plus au Code pénal.

Nous poursuivons les débats entre nous sur ces différents axes prioritaires et la publication en brochure des travaux des Etats généraux sera un instrument de ce débat.

Nous nous efforcerons de faire avancer ces axes prioritaires dans les entreprises comme vis-à-vis du

gouvernement, sous les formes les plus diverses :

- appui de mobilisations locales autour d'objectifs précis de lutte définis par les travailleuses et travailleurs concernés ;
- poursuite de la réflexion et du travail dans nos propres organisations, syndicats, mouvements, associations ;
- décentralisation des confrontations, débats et initiatives.

Plusieurs initiatives ont été proposées au cours de ces Etats généraux :

- 14 et 15 juin, Etats généraux nationaux sur les équipements collectifs à l'appel des associations de parents. Nous soutenons cette initiative et appelons toutes celles et ceux qui sont présents à y participer. Et nous ferons du vote du budget à l'Assemblée nationale une échéance pour le développement des équipements sociaux et notamment ceux de la petite enfance.

● Organisation d'une réponse commune à l'initiative de la manifestation de la droite contre le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale et mobilisation en septembre à l'occasion de l'entrée en vigueur du remboursement de l'IVG.

Enfin, la discussion au Parlement du projet de loi contre les discriminations sexistes pour l'automne 1982 sera une prochaine étape dans notre mobilisation. Les organisations, syndicats, mouvements et associations qui ont appelé aux Etats généraux se rencontreront alors pour faire le bilan des mois écoulés et envisageront des initiatives adaptées.

Appel adopté par les Etats généraux sur le travail des femmes organisés à Paris les 24 et 25 avril 1982 par la Coordination des groupes femmes, le Mouvement français pour le planning familial, l'union régionale parisienne CFDT, l'UNEF-ID, et soutenus par le PSU, la LCR, les CCA, les JCR, Jeunes Femmes, la commission femme de la Ligue des droits de l'homme.

Fait à Paris le 26 avril 1982

SOLIDARNOSC

VIT ET LUTTE

C'est par dizaines de milliers que les travailleurs polonais sont descendus dans la rue le 1^{er} Mai, à Varsovie comme à Gdansk et dans d'autres villes de province, à l'appel de Solidarité. Le 3 mai, anniversaire de la proclamation de la première Constitution démocratique en Pologne en 1791, Solidarité a une fois encore occupé les rues, dans de très nombreuses villes de Pologne.

Il s'agit là d'une manifestation spectaculaire du développement de la résistance antibureaucratique. Résistance que ni la répression ni les timides mesures de « libéralisation » — dont la libération d'un millier d'internés à la veille du 1^{er} Mai devait être la preuve — n'ont pu désarmer.

Les manifestations du 1^{er} Mai, plus encore que celles du 3 mai — traditionnelles pour l'opposition —, témoignent d'un fait nouveau et important : les travailleurs polonais ont décidé de se réapproprier leur propre histoire ; ils nient au régime des généraux le droit de se réclamer de celle-ci. « La société a été privée de ses symboles. Tous ont été appropriés par le pouvoir. Le 1^{er} Mai en est l'exemple. Nous avons décidé de le leur reprendre », devait dire un des dirigeants de Solidarité de la région de Varsovie, dans un appel diffusé par la radio clandestine du mouvement, le 30 avril.

Privée de toute légitimité, confrontée aux exigences de tout un peuple, la dictature bureaucratique ne tient que grâce aux matraques, fusils et canons à eau de ses mercenaires. Les arrestations, le blocage des communications entre les villes, les émeutes provoquées par ses gardes-chiourme le 3 mai — telle est pour tous l'image de ce pouvoir.

LE mouvement ouvrier international — qui tout comme Solidarité s'est mobilisé pour fêter ce 1^{er} Mai — ne peut se taire aujourd'hui, face à la répression qui s'abat sur nos camarades polonais. Une fois encore, la solidarité internationale des travailleurs doit se manifester au travers du développement du mouvement de solidarité avec Solidarité.

- Les travailleurs polonais attendent de leurs frères de classe de tous les pays que ceux-ci participent à défaire le blocus des informations établi par la junte, en diffusant largement la vérité sur la lutte de Solidarité.

- Ils attendent notre aide matérielle à la résistance et aux victimes de la répression, aide devenue indispensable face à la brutale baisse du pouvoir d'achat que la junte a imposée aux travailleurs.

- Ils attendent que les travailleurs de tous les pays manifestent leur indignation devant la répression imposée au peuple polonais par celui qu'on appelle dans les usines de Pologne, le général ZOMOsa (formé des initiales des CRS polonais, les ZOMO, sur l'exemple d'un autre dictateur...).

C'est par centaines que de tous les pays d'Europe des convois d'aide aux travailleurs de Pologne sont envoyés en Pologne, par les comités de soutien et les organisations syndicales. De tels convois, à la fois témoignage concret de notre soutien et lien entre les ouvriers de Pologne et ceux des autres pays, doivent être multipliés. Ils sont pour la révolution polonaise, défaite mais non brisée le 13 décembre, ce poumon d'air nécessaire pour aller vers de nouvelles victoires.

EN choisissant cette journée du 1^{er} Mai, journée de lutte des travailleurs du monde entier pour leurs droits, pour se mobiliser, Solidarité a voulu souligner que la lutte des travailleurs de Pologne est la même que celle des travailleurs de Turquie, du Salvador, du Chili... celle des travailleurs du monde entier. Le soutien à cette lutte est donc l'affaire de tous et exige une mobilisation unitaire de l'ensemble des organisations de la classe ouvrière. Refuser de réaliser cette unité, sous prétexte que certaines organisations oublient de soutenir les ouvriers lorsqu'ils sont Polonais, c'est affaiblir le front de classe à l'échelle internationale et, en fin de compte, saper les fondements de la solidarité avec Solidarité.

Les militants de la LCR, qui sont descendus dans la rue le 4 mai aux côtés d'autres organisations engagées dans le mouvement de solidarité avec Solidarité, seront au premier rang de ce combat pour un soutien internationaliste unitaire à Solidarité, comme aux syndicalistes turcs réprimés et à la révolution salvadorienne.

Cyril Smuga

• L'assassinat le 1^{er} Mai à Porto de deux ouvriers révèle de grandes tensions politiques et sociales



PORTUGAL : La droite contre les conquêtes populaires

DEUX morts, plusieurs dizaines de blessés : le 1^{er} Mai à Porto, seconde ville du Portugal, a été particulièrement sanglant. Les incidents ont été provoqués par les forces de police qui ont ouvert le feu sur des militants de la Confédération générale du travail (CGTP, dirigée par le Parti communiste) qui tentaient de rejoindre une réunion de l'Union générale des travailleurs (UGT, de tendance socialiste) qui avait seule été autorisée. Ce sont les syndicalistes qui ont été victimes de la violence policière mais c'est contre la CGTP que le gouvernement a demandé l'ouverture d'une procédure judiciaire. Les brutalités du 1^{er} Mai sont le reflet des tensions politiques et sociales que connaît actuellement le Portugal.

Investi Premier ministre en septembre 1981, Francisco Pinto Balsemao, leader de l'Alliance démocratique (coalition réactionnaire formée du Parti social-démocrate, des chrétiens-démocrates et des monarchistes) annonçait clairement quelle serait sa politique : « Il faut discipliner la vie portugaise. » Derrière ces propos sybillins transparait la volonté de remettre en cause l'ensemble des conquêtes populaires de la « révolution des œillets » de 1974-1975 et d'inverser brutalement les rapports de forces dans le pays.

Révision de la Constitution

Cible principale de l'attaque, la Constitution promulguée en 1975, dont la bourgeoisie entend supprimer tous les éléments pouvant constituer un obstacle à la mise en œuvre de ses plans. C'est ainsi que le chapitre économique doit être modifié afin de permettre la réouverture aux capitaux privés de secteurs comme les banques ou les assurances. Il s'agit également de favoriser une réforme de la législation sociale sur le travail pour limiter le droit de grève et faciliter les licenciements.

Dans la foulée, la droite veut restreindre les prérogatives du président de la République qui peut démettre le gouvernement, retarder la promulgation des lois et nommer les

chefs militaires. Le chef de l'Etat, le général Ramalho Eanes, a en effet été élu en décembre 1980, avec une majorité différente de celle qui avait porté l'Alliance démocratique au gouvernement quelques semaines auparavant. S'appuyant sur une fraction de l'appareil militaire — regroupée jusqu'alors autour du Conseil de la révolution, qui disposait d'un droit de regard sur les affaires du pays — il s'oppose à des modifications trop radicales de la Loi fondamentale.

Mais les projets du pouvoir ne s'arrêtent pas aux aspects institutionnels. Ils visent également à démanteler les exploitations issues des luttes paysannes collectives de la région « rouge » de l'Alentejo, dans le sud du Portugal. Depuis décembre 1980, 569 000 hectares de terre ont été retirées aux coopératives et aux unités collectives de production. Une centaine d'unités et de coopératives ont été détruites et vingt mille travailleurs condamnés au chômage. Plus de 84 % de ces terres ont été restituées aux grands propriétaires.

Face à une offensive d'une telle ampleur, l'exaspération populaire grandit. Les grèves se multiplient et ont atteint un niveau record au cours du premier trimestre. Mario Soares, leader du Parti socialiste indique : « Le mécontentement est tel que les appels à la grève sont suivis d'une façon spontanée par tous les travailleurs, quels que soient leurs choix politiques. » Le développement des luttes sociales est alimenté par l'approfondissement des difficultés économiques du pays. L'inflation gravite autour de 25 % et le taux de chômage se situe entre 8 et 9 %. Le déficit de la balance des paiements atteint 2,2 milliards de dollars et le ministre des Finances, Joao Salgueiro, reconnaît lui-même que « la dette extérieure portugaise, en proportion du nombre d'habitants, est supérieure à celle de la Pologne ». Confronté à cette situation, le bloc au pouvoir tente d'appliquer un plan d'austérité marqué par une réduction des rémunérations de certaines catégories de salariés.

Dans son combat, la classe ouvrière se heurte à un obstacle de taille : la division entre les principales organisations ouvrières. Les socialistes

recherchent un accord avec le Parti social-démocrate, la principale composante de l'Alliance démocratique, pour les élections générales de 1984. Mais pour obtenir une quelconque crédibilité, ces appels du pied doivent nécessairement s'accompagner de gestes de bonne volonté. Aussi Soares appuie-t-il ouvertement les projets gouvernementaux de révision constitutionnelle. Faisant bloc sur ce point avec la droite, il en arrive à dénoncer les mouvements organisés par la CGTP comme émanant d'un « plan de destabilisation de la démocratie » ourdi par le PC.

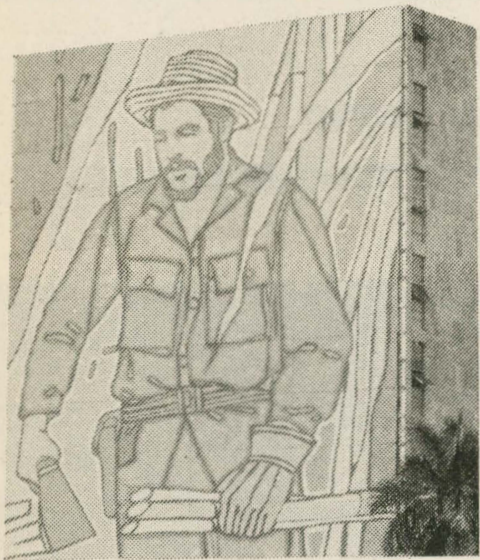
Une division désastreuse

Les dirigeants communistes entendent profiter de cette attitude qui rend le PS incapable d'offrir des perspectives à la mobilisation populaire et qui provoque chez lui de graves dissensions. Il tente de renforcer sa crédibilité aux yeux des secteurs de la hiérarchie militaire qui s'opposent aujourd'hui aux assauts de la droite contre la Constitution. C'est pourquoi il soutient chaleureusement la position du président de la République.

Mais, ce faisant, il conduit à son tour le mouvement ouvrier dans une impasse. Il le met à la remorque d'un homme qui, s'il se heurte actuellement à la coalition gouvernementale, ne s'est jamais dissocié des aspects fondamentaux de la politique bourgeoise, au plan économique notamment.

Les frictions entre Pinto Balsemao et Ramalho Eanes, le développement des luttes populaires peuvent ouvrir rapidement une crise politique. On mesure d'autant mieux le caractère dramatique de la division et de l'impuissance des partis socialiste et communiste à offrir un débouché véritable aux mobilisations. Déjà, une grève générale, le 12 février, n'a été qu'un demi-succès du fait de l'absence de l'UGT et des polémiques entre organisations. En sera-t-il de même pour le mouvement prévu le 11 mai alors que la réaction vient de frapper un nouveau coup en assassinant deux ouvriers à Porto ?

Christian Picquet



LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE CUBA

• La visite de Carlos Rafael Rodríguez à Paris s'inscrit dans une série de démarches nouvelles de la diplomatie cubaine

Carlos Rafael Rodríguez, vice-président du Conseil d'Etat et du Conseil des ministres de Cuba, est actuellement en visite officielle à Paris. Responsable de coordonner, au sein du gouvernement cubain, à la fois la politique extérieure et la politique économique, il est, à La Havane, un personnage essentiel. Le « numéro trois » du régime après Fidel et Raul Castro. Sa visite est donc importante. D'autant qu'elle dépasse largement le strict cadre des rapports bilatéraux franco-cubains et s'inscrit dans une série de démarches nouvelles encore limitées mais significatives de la diplomatie cubaine. Jean-Pierre Beauvais, qui était notre envoyé spécial en Amérique centrale à la veille des élections salvadoriennes, a ensuite séjourné à Cuba.

Dans l'article ci-dessous, dont nous publions cette semaine la première moitié, il analyse la politique extérieure des révolutionnaires cubains. Ses fondements. Ses apparentes contradictions. Ses évolutions déjà perceptibles et leurs limites.

NOUS entrons dans une période qui sera cruciale pour l'avenir de notre révolution. Depuis plus de vingt ans l'attitude agressive de Washington à notre égard ne s'est jamais démentie. De l'invasion de la baie des Cochons, en 1961, au blocus économique, en passant par d'innombrables opérations de sabotage, la liste des tentatives de nous isoler, de nous détruire est longue. Jamais l'impérialisme n'a accepté la décision du peuple cubain d'adopter le système social de son choix. Mais, avec le triomphe de la révolution au Nicaragua et les succès remportés par les combattants salvadoriens, cette hostilité a atteint des extrêmes. Au point qu'en octobre dernier une action militaire paraissait imminente.

Celui qui parle était encore adolescent lorsque Fidel Castro entra à La Havane en 1959. Cadre du Parti communiste (PCC), attaché au comité central, il est aujourd'hui un de ceux qui contribuent à l'élaboration de la politique extérieure cubaine.

« La tension s'est légèrement relâchée depuis, ajoute-t-il, mais nous serions des irresponsables si nous ne nous préparions pas au pire. C'est pourquoi notre peuple tout entier est mobilisé, entraîné militairement à faire face, à tout instant, à une agression. Nous préférons la négociation à la confrontation. Mais ce n'est pas nous qui choisirons... »

Agression impérialiste, mobilisation, montée révolutionnaire en Amérique centrale, négociation... Ce sont bien là les mots clés autour desquels s'articule actuellement la politique extérieure des dirigeants cubains.

« Leur combat est le nôtre »

Mobilisation d'abord. Une mobilisation populaire, encore plus massive, plus profonde que toutes celles auxquelles cette révolution nous avait habitués. Une mobilisation internationaliste, solidaire du combat

des peuples et des révolutionnaires centro-américains. Cuba vit à l'heure du Salvador, du Nicaragua, du Guatemala. Il n'est pas d'assemblée syndicale sur le lieu de travail, de réunion d'un de ces comités de défense de la révolution (CDR), au sein desquels la population est organisée quartier par quartier, qui, d'une manière ou d'une autre, ne discute de la situation là-bas.

« Notre futur se joue à la fois ici et en Amérique centrale » expliquait récemment un ministre cubain. « Leur combat est le nôtre » affirment les pancartes et les affiches au dessin souvent maladroît que l'on peut voir aux murs des ateliers ou des bureaux.

Mobilisation internationaliste, mais aussi mobilisation en défense de la révolution, de l'Etat ouvrier et de ses acquis. La décision de constituer des « Milices des troupes territoriales » prise vers la fin de 1980 et ratifiée lors du II^e Congrès du PCC a rencontré un écho considérable : depuis lors, c'est par dizaines de milliers que travailleuses et travailleurs se sont organisés en « détachements » dans les centres de production, ont consacré une partie de leurs congés à s'entraîner militairement et ont eux-mêmes collecté les fonds nécessaires à l'achat de leurs propres armes... A La Havane, chaque CDR a mis en place des « commissions d'évacuation », immeuble par immeuble, rue par rue. Des exercices sont régulièrement organisés et chacun sait ce qu'il doit faire en cas d'attaque. Ceux qui ont vécu les moments les plus dramatiques de la « crise des fusées » en 1962 semblent unanimes à penser que la mobilisation est, aujourd'hui, au moins équivalente. Mais plus structurée, plus confiante aussi.

Se préparer à une agression

Alors que la révolution a fêté cette année son vingt-troisième anniversaire, de tels faits sont — parmi bien d'autres — d'indéniables révélateurs de la politisation et de l'en-

thousiasme de très larges secteurs de ce peuple. Et aussi des liens qu'entretient la direction castriste avec les masses...

« Nous sommes tranquilles et nous sommes bien préparés à n'importe quel type de confrontation qui pourrait nous être imposé » déclarait il y a peu Carlos Rafael Rodríguez à l'agence France-Presse. Propos se voulant sereins, identiques à bien d'autres entendus à La Havane.

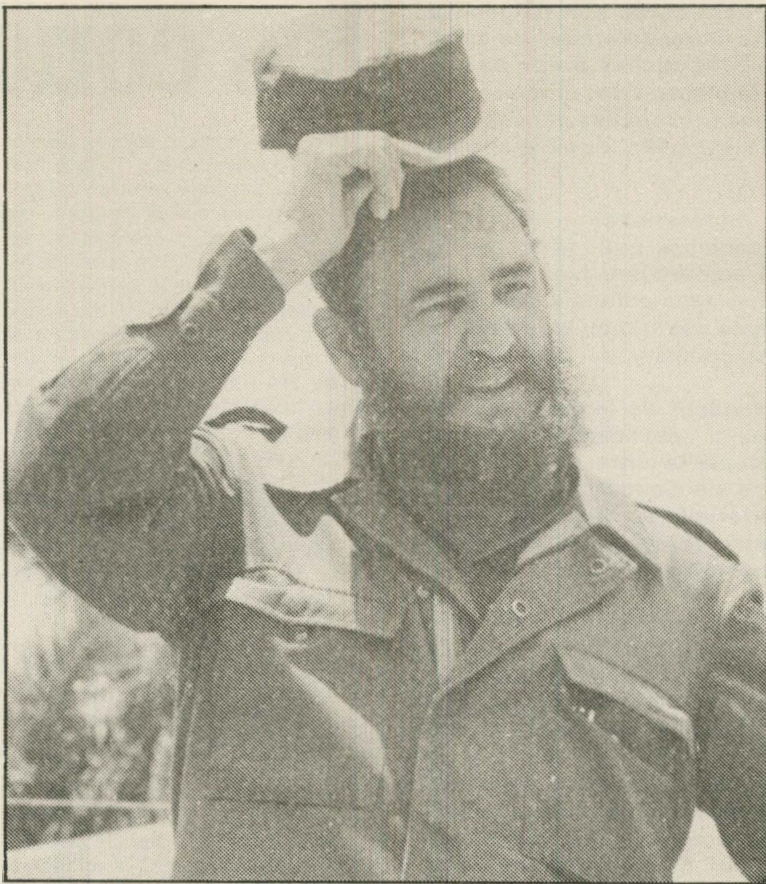
Les dirigeants cubains sont pourtant convaincus que les risques d'agression militaire contre leur île sont plus grands qu'ils ne l'ont jamais été depuis le début des années soixante. Et pas uniquement en riposte à la montée révolutionnaire en Amérique centrale.

Ils craignent, au fond, une fuite en avant de l'administration Reagan. Celle-ci, plus que les précédentes, représente à leurs yeux « le secteur le plus conservateur, le plus agres-

sent que n'importe quelle fuite en avant de l'impérialisme dans le monde peut, très vite, les impliquer directement même si, au départ, ce n'est pas eux qui sont visés. L'évolution de la crise des Malouines ces derniers jours, malgré toutes ses spécificités, prouve qu'il ne s'agit pas là d'une abstraction...

Les « problèmes du camp socialiste »

Ces craintes, ces inquiétudes des dirigeants cubains ne peuvent être dissociées de la préoccupation croissante que leur cause « l'accumulation de problèmes que connaît le camp socialiste » pour reprendre la formule pudique de l'un de nos interlocuteurs... C'est là un sujet qu'aucun officiel cubain n'accepte de discuter ouvertement. Mais d'échanges amicaux et informels »



sif, le plus réactionnaire et le plus dangereux » de la bourgeoisie américaine. Secteur qui réagit aux problèmes et aux événements de « façon mécanique, avec des réponses semblant avoir été préparées à l'avance par de pseudo-idéologues aveuglés par leur anticommunisme ». Or, précisément, les « problèmes » s'accumulent à Washington. Problèmes intérieurs — que les responsables cubains suivent de très près — et problèmes internationaux. Ils jugent particulièrement inquiétante la conjonction entre l'incapacité d'apporter la moindre solution à la crise économique et à ses conséquences sociales, l'accélération de la politique de surarmement et — régionalement — l'escalade militaire au Salvador et en Amérique centrale. Escalade qui, si elle se poursuit, ne peut, selon eux, que connaître une extension géographique.

Plus généralement, dans un contexte international marqué par de nombreuses situations locales explosives — de l'Afrique australe au Moyen-Orient, par exemple — ils

en « petites phrases », les indices s'accumulent vite.

Les difficultés chroniques de l'économie soviétique, l'endettement massif de la plupart des « pays socialistes » auprès des banques occidentales inquiètent les Cubains : quels peuvent en être, à terme, les effets sur l'aide — toujours aussi fondamentale — qu'apporte l'URSS à l'économie cubaine ?

L'enlèvement de Moscou en Afghanistan, lui-aussi, inquiète : « Les pertes des Russes sont lourdes ; ils devront se battre là-bas pendant des années » avons-nous entendu dire sur un ton nettement critique.

Toutefois, c'est surtout la Pologne qui préoccupe. Il y a la position officielle. Une position qui s'est longtemps fait attendre et reste fort discrète. Elle insiste sur le fait que la situation actuelle est « avant tout le produit de l'application incorrecte des idées et des principes du marxisme-léninisme » mais, sur le fond, elle n'en constitue pas moins — et sans équivoque possible — un appui

à Jaruzelski. Il y a aussi les nombreuses interrogations de ceux qui, par leurs fonctions, ont accès à d'autres informations que celles diffusées par l'agence Tass, et que reproduisent amplement *Prensa Latina* et l'ensemble de la presse cubaine. Interrogations sur la nature de la crise polonaise et ses conséquences. « On ne peut pas prétendre construire le socialisme et avoir la majorité du peuple contre soi » commente un haut fonctionnaire du ministère des Relations extérieures. Tandis que tel autre, vieil ami personnel de Fidel Castro, reconnaît : « J'étais convaincu que si les militaires soviétiques avaient à intervenir en Pologne, les Yankees interviendraient ici dans les jours suivants. Malgré tout, Jaruzelski c'est vraiment le moindre mal... »

« Avoir sa politique propre »...

Sur ces questions, il y a, à l'évidence, discussion au sein de la direction cubaine. Une discussion strictement interne aux noyaux dirigeants centraux et dont les limites sont évidentes : toute divergence importante avec l'Union soviétique — dont l'aide massive et la garantie militaire ont été déterminantes pour assurer la survie de la révolution face à l'agression impérialiste — est à priori exclue. « Dans la mesure où nous poursuivons les mêmes objectifs historiques (...) il existe et continuera à exister une grande coïncidence entre la politique extérieure soviétique et celle de Cuba » écrit Carlos Rafael Rodríguez dans un article important publié dans le premier numéro de *Cuba Socialista*, la nouvelle revue théorique du PCC. (1)

Ces limites étant établies, une affirmation est dorénavant toujours présente, soulignée et commentée dès qu'il est question de problèmes internationaux : la révolution cubaine « ne doit pas seulement avoir une politique internationale indépendante, elle doit avoir sa politique propre » (2) pour reprendre la formule utilisée par C.-R. Rodríguez dans l'article déjà cité.

C'est la première fois que ce thème occupe une telle place, est formulé aussi clairement, depuis le début des années soixante-dix. C'est-à-dire depuis que l'influence soviétique pèse de tout son poids.

« Bien que Cuba soit disposée à subordonner en permanence ses intérêts nationaux aux intérêts du socialisme comme aspiration universelle, cela ne signifie pas, ni ne peut signifier que notre politique internationale avec ses objectifs propres, ses intérêts propres, soit subordonnée à la politique d'autres Etats socialistes » écrit encore C.-R. Rodríguez.

Ce serait une erreur de ne voir là que rhétorique. Sur des questions aussi essentielles que l'Amérique centrale ou les relations avec Washington et sur bien d'autres encore, la volonté cubaine de développer et d'affirmer progressivement « une politique propre » est de plus en plus perceptible.

(A suivre)
Jean-Pierre Beauvais

Notes

(1) « Cuba Socialista » n° 1 décembre 1981 p. 32

(2) « Cuba Socialista » n° 1. Souligné par C.-R. Rodríguez

Un an après le 10 mai ... le bilan

11

UN AN APRES ...

MAI 1980, l'explosion de joie dans les rues le soir de l'élection de Mitterrand. Un an après, le 1^{er} Mai 1981, la tristesse des défilés divisés du 1^{er} Mai. Tout un bilan, s'il n'y avait pas la joie des OS de Flins célébrant leur victoire et la révolte, l'affirmation de la dignité des immigrés de Citroën.

Mais le fil qui tisse cette joie s'est un peu cassé. Le 10 mai 1980, c'était pour les travailleurs la joie d'avoir chassé la droite. Un an après, si l'on retrouve cet espoir, c'est au travers d'une lutte collective qui ne consiste pas à déposer un bulletin dans l'urne, mais à prendre soi-même ses affaires en main contre les patrons.

Dans ces luttes, de plus en plus nombreux sont les travailleurs qui se demandent à quel jeu joue le gouvernement. Les travailleurs de Flins n'ont-ils pas gagné après de longues mobilisations dans une entreprise nationalisée qui dépend des ministres qu'ils ont envoyés au pouvoir ? Et pourtant, pour imposer leurs revendications, ils ont dû bousculer la direction et le médiateur désigné par ce gouvernement.

Les ouvriers de Citroën s'opposent quotidiennement au syndicat maison et aux milices patronales : cela pose une question. Pourquoi les flics qui, sous-ordres de Defferre, continuent à faire évacuer des entreprises occupées comme sous Giscard, laissent parader les commandos de choc de Citroën ?

Les travailleurs ne sont pas seuls à se poser ce genre de questions. Les jeunes avaient voté massivement pour Mitterrand. Un dernier sondage vient de montrer que leurs opinions restent toujours à gauche, mais qu'ils n'ont guère d'enthousiasme. Pourquoi en auraient-ils ? Mauroy vient de confirmer ce que Henu répète depuis des mois : il ne faut pas espérer la réduction du service militaire à 6 mois. Et puis, le reste : la poursuite de la course aux armements, le maintien des centrales nucléaires, sans parler du chômage qui est toujours là.

UN tableau pessimiste que nous traçons là ? Au contraire. Depuis l'élection de Mitterrand, les luttes se sont développées. Celle des travailleurs, d'abord, comme le montre notre étude pages 16 et 17. Mais aussi, par exemple, les milliers de



signatures des jeunes soldats pour les six mois et les libertés démocratiques à l'armée. Ou, à une échelle différente, le succès des Etats généraux des femmes qui laisse présager une remontée du féminisme au sein du mouvement ouvrier.

Nous avons donc eu amplement raison de jeter toutes nos forces dans la bataille pour la défaite de Giscard, puis l'élection de Mitterrand et d'une majorité PS-PC. Sans pour autant renier nos idées. Certes, pour nous, chasser Giscard, porter au pouvoir le PS et le PC ne voulait pas dire que nous avions confiance dans les promesses et le programme de ces partis. C'était, après 23 ans de pouvoir de la droite, l'explosion de Mai 68 et les luttes qui suivirent, faire sauter un bouchon politique contre lequel se heurtaient depuis des années les mobilisations.

Nous n'en avons aucun regret. Certes, la politique du PS et du PC ne va pas dans le sens qu'espéraient des millions de travailleurs. Les faits sont là pour le prouver et les pages qui suivent le montrent. Cadeaux aux patrons mais attente des revendications des travailleurs ; ventre mou face à la droite. Pire : on ne peut expliquer la victoire de la droite aux dernières cantonales si l'on ne comprend pas la déception devant un changement qui se fait attendre dans la vie quotidienne.

Les premières mobilisations ouvrières d'importance et massives se sont fait autour des 39 heures. Lorsque le patronat a voulu, à cette occasion, remettre en cause des acquis élémentaires. Remise en cause qui était



permise par le contenu même des ordonnances édictées par le gouvernement. Refusant de faire payer les capitalistes, les ministres socialistes et communistes en appellent « à la solidarité nationale »... et, de plus en plus, veulent faire payer les travailleurs puisqu'ils respectent les profits des patrons. Pour sortir de la crise, ils ne remettent pas en cause la logique du profit — qui est l'origine de la crise — mais cèdent aux pressions du CNPF et des trusts internationaux.

Si, à cause de la politique du gouvernement, la droite relève la tête, la mobilisation des travailleurs ne faiblit pas. Au contraire, elle se développe. Cette mobilisation populaire que cherchent en vain le PS et le PC existe dans les luttes quotidiennes au sein des entreprises. Les exemples sont multiples où l'on voit les travailleurs refuser les diktats des pa-



trons et aller voir ceux qu'ils ont élus, les députés du PS et du PC, les différents ministres, pour rappeler, justifier leurs revendications.

Certes, nous ne sommes pas sous Giscard et ils ne trouvent pas porte close. Mais les réponses sont évasives, parfois cyniques. Le PS et le PC ont la majorité à l'Assemblée, Mitterrand est président. Ils ont tous les pouvoirs mais ne s'en servent pas pour satisfaire les besoins de ceux qui les ont élus.

Il est bon que les travailleurs continuent à aller voir « leurs mandataires » pour leur rappeler qu'ils ne les ont pas élus pour reculer devant le CNPF. Mais il est bon aussi que ces mêmes travailleurs prennent leurs luttes en main. Comme ceux de Renault-Flins qui ne se laissent pas impressionner par la nouvelle direction désignée par Mauroy ; qui forment leur comité de grève pour imposer l'unité aux syndi-

cats et faire entendre leurs revendications.

Il est bon que, comme à Citroën, ils n'attendent pas que le gouvernement vole à leur secours pour imposer leurs droits élémentaires face à un patron de choc.

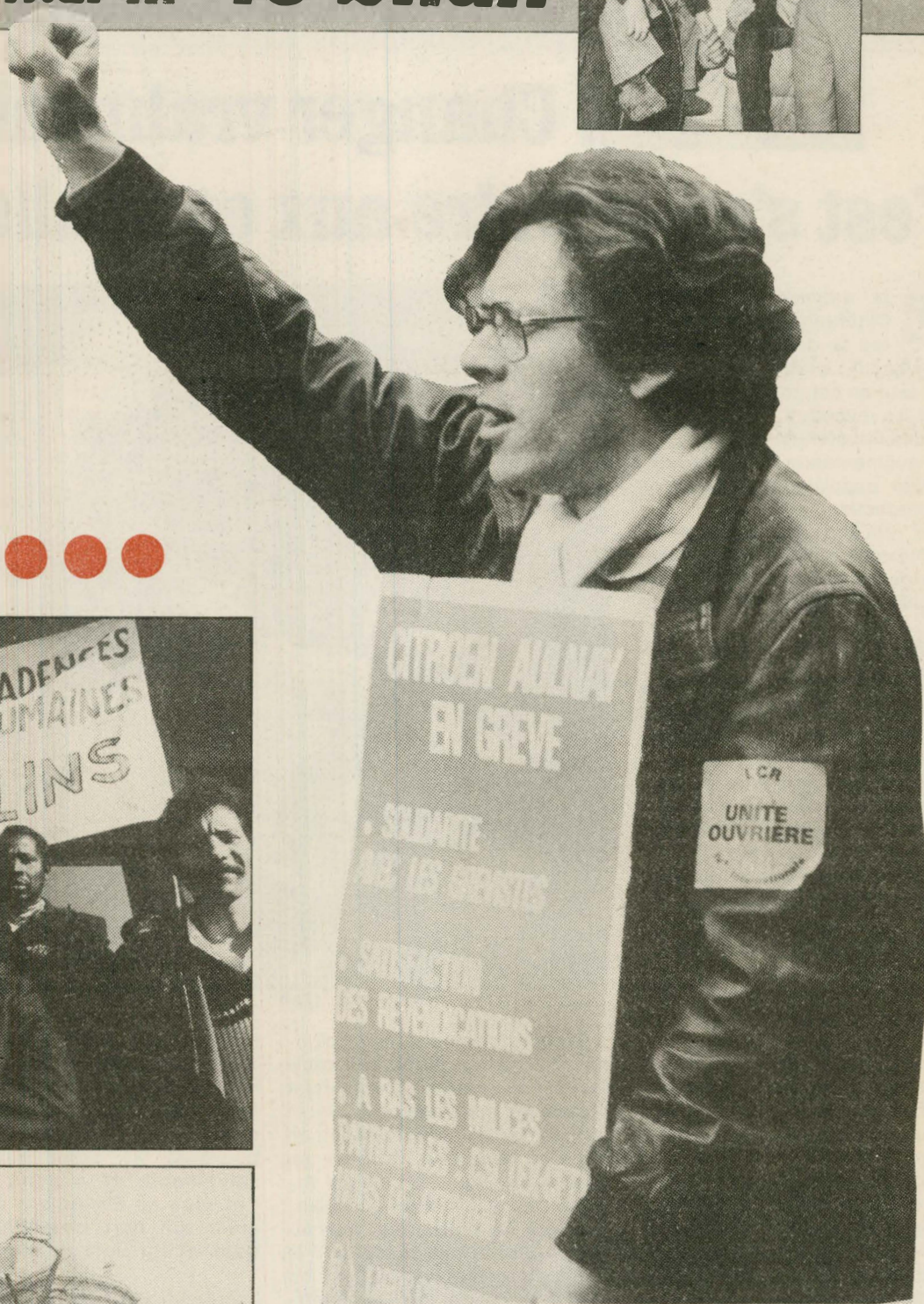
Dans ces luttes, les travailleurs disent au gouvernement qu'il faut une autre politique. Une politique à leur service et non au service des patrons.

Cette autre voie, elle ne peut se forger que dans les mobilisations, l'unité autour des revendications. Pour qu'elle trouve son chemin, il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire. Le PS et le PC — chacun à leur façon — ont suffisamment montré la politique qu'ils comptaient suivre.

A la base, travailleurs « inorganisés », militants syndicaux ou du PC et du PS ont montré qu'ils étaient capables de s'unir autour des revendications essentielles et, s'il le fallait, de remettre en cause la politique des directions ouvrières traditionnelles. Les militants de la LCR se retrouvent à leurs côtés.

Mais ils expliquent aussi que, face à la faillite du PS et du PC, il faut construire une force révolutionnaire capable de défendre une autre voie. Soutenir, renforcer la LCR, c'est se doter d'un instrument pour construire ce parti révolutionnaire.

Antoine Artous





Un an après le 10 mai ... la situation économique et sociale

Changer vraiment, c'est s'en prendre aux capitalistes !

EN arrivant au pouvoir, Mitterrand et les socialistes se donnaient un double objectif : « relancer » l'économie tout en commençant à satisfaire les revendications essentielles des travailleurs. Les moyens ? — l'augmentation de la consommation populaire pour réactiver la production.

— la réduction du chômage qui permettrait d'améliorer la situation des travailleurs et une mise en valeur des capacités productives.

— développer le secteur nationalisé.

Un an après, le bilan est visible pour tous. La légère relance dans les secteurs de biens de consommation n'embraye pas sur le reste et les patrons n'investissent pas. Le chômage, lui, continue à se développer. L'héritage de Giscard, va-t-on dire ? Oui cet héritage existe. Mais ce qui existe aussi maintenant depuis un an, c'est la politique du gouvernement ; les faits permettent de juger sur son orientation. Les articles qui suivent, et qui examinent divers aspects de cette politique, sont à ce sujet éloquentes.

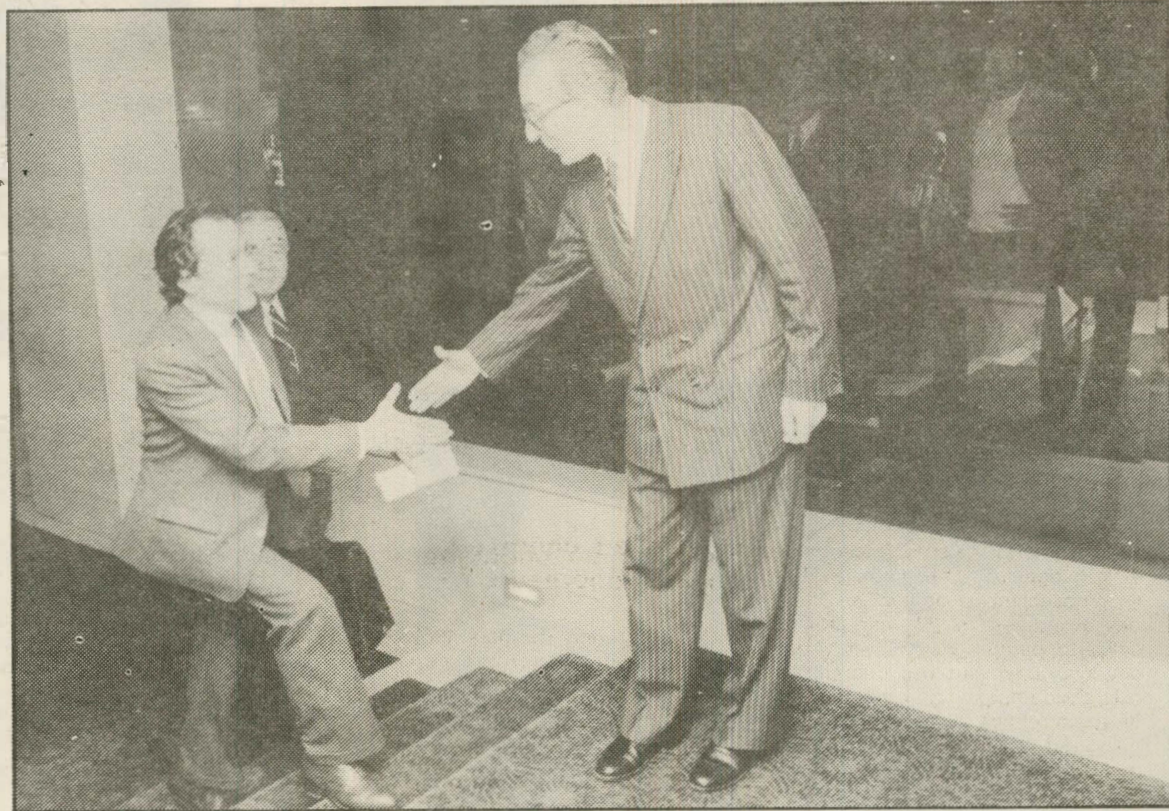
Les principales revendications des travailleurs sont toujours insatisfaites, mais les patrons, eux, obtiennent satisfaction.

Le dernier exemple ce sont les cadeaux que vient de faire Mauroy aux CNPF. C'est l'exemple le plus criant mais qui vient après beaucoup d'autres. Certes, toutes les mesures sociales et économiques prises n'ont pas fait plaisir aux capitalistes. Voir les nationalisations. Mais c'est somme toute normal : ce ne sont pas les patrons mais les travailleurs qui ont élu Mitterrand à la présidence et une majorité PS-PC à l'Assemblée.

Par contre, ce qui est clair, c'est que le gouvernement s'oriente de plus en plus vers une politique ouverte de concession à la bourgeoisie en remettant même en cause ses projets initiaux. Comment, en effet, prétendre « relancer l'économie » par la consommation populaire quand on relève de 1 % les cotisations des salariés à la Sécurité sociale ou quand l'on veut financer les cadeaux accordés à Gattaz par une augmentation de la TVA, impôt indirect qui touche en premier lieu les travailleurs ? Comment faire du secteur nationalisé un « fer de lance » quand on laisse « l'autonomie de gestion » à des P-DG issus pour la plupart du CNPF et que l'on conseille de gérer ces secteurs comme des grosses entreprises capitalistes ?

Donner de l'argent aux patrons pour investir ?

Le débat sur les moyens financiers du « changement » est des plus révélateurs. La droite et les capitalistes hurlent et multiplient les pressions... efficaces. A gauche, on appelle souvent au réalisme économique. Un réalisme qui sent beaucoup l'odeur des patrons.



Rocard et Gattaz, président du CNPF

D'abord, alignons des colonnes de chiffres. Comme l'article qui suit le montre, on s'aperçoit facilement que l'argent existe et que depuis un an les patrons en ont reçu beaucoup. On peut, en plus, prouver que les charges sociales que le CNPF dit accablantes pour les entreprises françaises ne pèsent pas autant qu'il le prétend : « Pour ce qui est du poids des impôts sur les bénéfices, la main-d'œuvre et les salaires, la France arrive au 11^e rang (des pays industrialisés) sur 23, dépassée largement par des pays comme les USA, le Japon, la Suède... et arrive à un niveau sensiblement égal à celui de la Belgique, des Pays-Bas ou de la RFA » (*Economie et Politique*, avril 1982).

Ce n'est pourtant pas le seul problème. Le gouvernement, pour justifier ses cadeaux au CNPF, part d'un raisonnement qui semble de bon sens. Comment « relancer l'économie » si « les chefs d'entreprise » n'investissent pas ? Et puisque ces derniers disent qu'ils n'ont pas d'argent, il faut ouvrir la bourse. Nous l'avons dit, l'argent existe.

Donner de l'argent aux patrons n'implique pas qu'ils vont automatiquement l'investir de façon productive. En 1981, les PME n'ont investi que 50 % de leurs profits ; les grosses entreprises 60 %. Et ce cet argent est investi : où va-t-il aller ? En fonction de quelles priorités ». Page 14 nous citons un exemple : le bâtiment est en crise, pourtant les besoins sociaux en logements sont importants. Mais pour les capitalistes c'est la loi du profit qui domine. L'argent qu'ils reçoivent — s'ils l'investissent et ne l'envoient pas en Suisse ou se contentent de spéculer sur lui — n'ira pas automatiquement satisfaire ces besoins sociaux prioritaires.

Finalement, le bon sens du gouvernement est bien à courte vue. Il se résume au présupposé suivant : pour faire marcher l'éco-

nomie, il faut que les patrons aient de l'argent et que ce soit eux qui décident comment l'investir. **Mais si on posait la question de façon différente : pourquoi ne serait pas aux travailleurs et à ceux qu'ils ont élus au Parlement de décider qui doit posséder l'argent et où il faut investir ?**

« Rupture » ou « compromis » avec le capitalisme

Beaucoup de commentateurs — de droite comme de gauche — expliquent que tout cela est normal : après l'utopie du *Projet socialiste* rêvé dans l'opposition, le PS se heurte à la réalité de la gestion. Ainsi ses projets supposaient un taux de croissance de 3 %, mais la crise internationale est là. D'où tous les appels au réalisme.

Mais, justement, l'argument s'inverse. Dans un période de « boom économique », les patrons peuvent se permettre d'accorder quelques avantages aux travailleurs, de supporter des « réformes ». Quand la crise est là, ils n'ont d'autres solutions que de pressurer d'avantage la classe ouvrière. Le faux réalisme c'est de croire que, dans une telle situation, on peut ménager l'intérêt des patrons et des salariés. Sortir de la crise implique, pour ceux qui disent parler au nom des travailleurs, de rompre avec la logique du profit. Car la crise est celle du système capitaliste.

Avant d'être au gouvernement, le PS parlait de « rupture » avec le capitalisme. Depuis il parle de « compromis ». Nous ne discutons même pas ici de questions stratégiques fondamentales qui séparent les révolutionnaires des réformistes. Nous discutons de

choses plus élémentaires. Prenons un exemple : comment financer les chômeurs ? Le gouvernement s'apprête à prendre des mesures « d'austérité ». Il existe pourtant une autre logique possible comme nous l'expliquons dans un article qui suit : baisser massivement le nombre de chômeurs et donc réduire d'autant financièrement les dépenses de l'Etat et de la Sécurité sociale. Mais, pour cela, il faut « rompre avec le capitalisme », c'est-à-dire avec la logique du profit des patrons, celle qui refuse d'embaucher et de réduire le temps de travail.

Contrôler les prix et instituer l'échelle mobile des salaires, prendre l'argent où il se trouve, imposer les 35 heures et le droit de veto des travailleurs sur les licenciements, donner un autre rôle au secteur nationalisé, ce sont là des propositions immédiates, urgentes que nous faisons. Elles sont loin d'épuiser les moyens nécessaires pour aller au socialisme. Mais ce sont des mesures vitales si l'on veut commencer à sortir de la crise en faisant une politique qui serve les intérêts des travailleurs et non ceux des patrons.

Ces propositions, nous les faisons à l'ensemble des travailleurs, aux militants du PS et du PC. C'est à eux de les imposer, de se mobiliser pour une autre politique. Au moment où l'on parle « des droits nouveaux des travailleurs » qui donc, sinon eux, peuvent ouvrir les livres de comptes quand les patrons discutent sur les chiffres ? **Exiger la publication des contrats secrets des grosses entreprises avec les trusts internationaux ? Imposer leur veto sur les licenciements, chiffrer les effectifs nécessaires, contrôler les investissements faits, établir la liste des besoins sociaux prioritaires.**

Antoine Artous

Contrôle des prix et échelle mobile

EN mars, les prix à la consommation ont augmenté de 1,2 %, c'est le plus mauvais indice depuis six mois. En un an, (février 81, février 82), le coût de la vie a augmenté de 13,9 % selon l'indice officiel hérité de Giscard ; mais de 14,9 % selon l'indice CFDT ou FO et de 15,4 % selon l'indice CGT.

Pour les ouvriers, en un an, le pouvoir d'achat (comparaison des revenus et de la hausse des prix) a augmenté de 1,1 %. Celui des fonctionnaires a baissé de 0,9 %. Quand on sait que ces chiffres sont calculés à partir de l'indice INSEE qui sous-évalue les hausses (voir plus haut, -1,5 % que l'indice CGT), on peut dire que le pouvoir d'achat des ouvriers a stagné, voire baissé. Exception faite pour le SMIC dont le pouvoir d'achat a augmenté, toujours en fonction de l'indice officiel, de 10,5 % grâce aux mesures prises par Mitterrand après son élection.

● Le gouvernement s'est refusé à toute politique de blocage des prix. On voit les résultats et l'échec de la campagne contre la hausse des prix lancée par Delors, qui, en plus, vient de se terminer.

Un an de bilan le prouve : le blocage des prix est une nécessité évidente. Pour être efficace, il doit s'appuyer sur la mobilisation populaire. Qui donc mieux que les travailleurs, en exigeant s'il le faut l'ouverture des livres de comptes, peut contrôler les prix à la production ?

Qui donc mieux que les consommateurs, organisés en associations ou en comités, peut contrôler les prix à la consommation ?

● Une des meilleures solutions pour les salariés, c'est l'échelle mobile des salaires, l'indexation automatique des salaires sur l'augmentation du coût de la vie. C'est une vieille revendication de la CGT ; mais alors que ce syndicat prétend se fixer comme objectif prioritaire le pouvoir d'achat, cette revendication a, comme par hasard, disparu depuis le 10 mai.

La CFDT oppose à l'échelle mobile la revalorisation des bas salaires. Mais pourquoi opposer deux choses qui sont complémentaires ? L'échelle mobile n'est pas faite pour les P-DG ou autres super-cadres qui n'ont de salarié que le nom. Elle permet de défendre le pouvoir d'achat de la masse des travailleurs et peut très bien s'accompagner d'une augmentation des bas salaires.

A.A.

Un an après le 10 mai ... la situation économique et sociale

13

Un chômage de plus en plus lourd

- Il faut les 35 heures sans contrepartie
- Il faut le droit de veto sur les licenciements

Il y a trois semaines, il a suffi que le chiffre absolu des chômeurs déclarés soit un peu au-dessous des deux millions pour que le gouvernement fasse connaître sa « satisfaction ».

On est pourtant loin de la victoire dans « la guerre contre le chômage » proclamée par Mauroy en septembre 1981 : les « demandes d'emplois en fin de mois » s'élèvent à 1 967 500 personnes, alors que cette technique de calcul — et le PS comme le PC le savaient avant la victoire électorale ! — ne prend en compte que partiellement la réalité du chômage. Les jeunes et les femmes, entre autres, y sont fort mal enregistrés, au point que toute annonce de 100 embauches par une entreprise provoque 200 inscriptions nouvelles ou réins-

criptions sur les listes des ANPE.

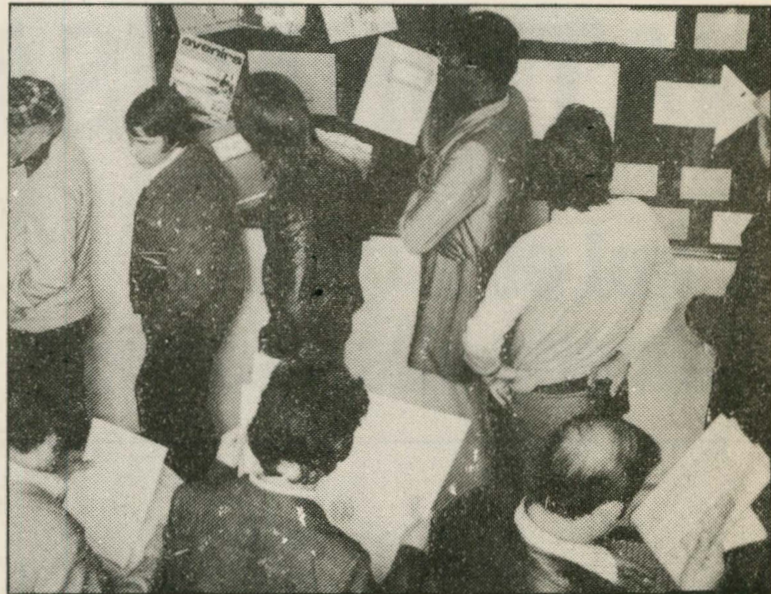
Parmi ces deux millions de chômeurs, environ 350 000 sont les licenciés de l'après-10 mai : en n'interdisant pas les licenciements — comme il l'aurait pu et comme bon nombre de ses conseillers l'y encourageaient — le gouvernement a laissé au patronat les mêmes libertés que du temps de Giscard. Ils licencient donc quand cela les arrange : ce sont les caisses de chômage et le budget de l'Etat qui paient ! Et ils embauchent quand ils en tirent des avantages : si 600 contrats de solidarité permettent de créer 17 000 emplois, il ne faut pas oublier que cela s'accompagne de cadeaux sous diverses formes (dispenses de paiement des cotisations à la Sécurité sociale, subventions directes parfois...) ; quand ils atteindront l'objec-

tif des 150 000 créations d'emplois annoncées, la note à payer sera de plusieurs milliards, sans que le nombre de chômeurs aient beaucoup baissé, puisqu'il faut trouver 250 000 emplois nouveaux chaque année (différence entre le nombre de retraités et celui des jeunes arrivant sur le marché du travail).

Guerre au chômage ou aux chômeurs ?

Depuis le mois de mars 1982, et malgré la défaite électorale de Giscard, le pourcentage de salariés (toutes activités confondues) a diminué de 1,1 % pendant que celui du chômage augmentait de 18,4 %. Moins de salariés doivent payer les charges des allocations à un nombre de chômeurs toujours plus grand.

Cette situation ne peut durer : l'UNEDIC (caisse chômage) aura un déficit de 35 à 40 milliards d'ici à début 1983. Du coup, comme Bergeron l'a révélé fin avril, une réforme de l'allocation chômage serait envisagée : les chômeurs les moins désavantagés — « les plus riches » — toucheraient moins pour que les autres continuent à percevoir leurs



— File d'attente dans une ANPE

maigres allocations légèrement « revalorisées ». En même temps, les cotisations chômage devraient augmenter ; mais, comme le gouvernement a promis que celles des patrons resteraient stables, il ne reste plus qu'à taxer plus lourdement les salariés et faire aussi payer les fonctionnaires, qui, pourtant, ne bénéficient pas des services des caisses UNEDIC...

A ces mesures financières s'ajouteraient un contrôle accru sur les chômeurs et une incitation à l'embauche : une diminution plus rapide des allocations de mois en mois pour les chômeurs et des primes versées à l'entreprise qui embauche ! Des engagements pris en faveur du plein emploi il y a un an, nous voici amenés aux attaques contre les chômeurs « qui ne veulent pas travailler », comme dirait la droite...

avec en prime de nouveaux cadeaux au patronat.

Cette orientation, scandaleuse, n'a rien d'étonnant : le gouvernement recherche avant tout l'accord du patronat avant de décider des mesures en faveur de l'emploi. Et le CNPF conseille des mesures favorables aux employeurs ! On est donc très loin de ce qui était possible, c'est-à-dire de la décision d'imposer aux capitalistes, partout, la semaine de 35 heures sans perte de salaire. Le gouvernement de 1936 n'avait-il pas décidé, en son temps, les 40 heures en cinq jours payées sur la base des 48 heures (minimum légal précédent) ? Il était poussé, il est vrai, par la mobilisation populaire ; mais les multiples grèves liées à l'application de l'ordonnance sur les 39 heures ne montrent-elles pas suffisamment que les travailleurs sont prêts à agir ?

P. R.

A lire

Articles de « Critique communiste » auxquels il est utile de se reporter.

- La véritable histoire des 40 heures, dans le n° 1
- La politique économique de Mauroy-Delors, n° 1.
- Banques : pourquoi il faut les na-

tionaliser toutes, n° 1.

- Dossier nationalisation, n° 2.
- Dossier Sécurité sociale, n° 3.
- Dossier nationalisation de l'enseignement, n° 4.
- Les 35 heures : 3 millions d'emplois possibles, réponses aux arguments des patrons, n° 6.

Des milliards pour les patrons

- Il faut un véritable impôt sur la richesse et le capital
- Il faut la levée du secret commercial et l'ouverture des livres de comptes

Où prendre l'argent ? Où passe l'argent depuis le 10 mai ? Même réponse pour les deux questions : il faut prendre l'argent où il est, dans les caisses des capitalistes, pour changer de cap. Mais cela est impossible si la majorité va demander l'autorisation du CNPF avant

chaque décision importante.

Récapitulons un peu. L'augmentation du SMIC : la CGT et la CFDT demandaient, du temps de Giscard, qu'il augmente de 30 %, pour rattraper la perte subie depuis 1968 ; il n'a augmenté que de 10 %, et les patrons ont eu le droit de réduire en

conséquence leurs cotisations de Sécurité sociale. Un coût de quelques milliards. Les nationalisations : la CGT, la CFDT, le PS et le PC avaient pris tous les engagements pour que les indemnités ne servent pas à enrichir les gros porteurs d'actions. Mais, pour maintenir une base d'entente avec le CNPF, il a été défini que tout possesseur d'action serait dédommagé « également ». Conséquence : un coût de 45 milliards, qui iront dans les poches des propriétaires d'actions : ils sont trois millions mais 230 000 d'entre eux possèdent 47 % de l'ensemble des actions...

Pendant le même temps, la spéculation sur les titres des entreprises nationalisées a montré que l'argent existe : du 20 au 27 août, près de cent millions de francs se sont mobilisés, comme par enchantement, pour acheter des titres de cinq nationalisables (Rhône-Poulenc, PUK, CGE, Saint-Gobain, Thomson). De la même façon, au moment où les possédants craignaient pour leurs gros sous, près d'un milliard s'était porté — entre le 10 mai et le 28 juillet — sur l'achat de titres de



— Spéculation à la Bourse.

Schlumberger, une entreprise bien française qui a son siège dans le paradis fiscal de Curaçao.

Que dire des fuites de capitaux en Suisse... !

La note à payer

A cause du chômage, dû à la gestion patronale de la crise, toutes les institutions d'épargne collective sont en crise : déficit de la Sécurité sociale, déficit des caisses Unedic, déficit budgétaire... Pour rompre avec cette politique et ses conséquences, visibles, pour les travailleurs, il fallait prendre la voie d'une politique de plein emploi.

En la refusant, le gouvernement s'est enfoncé dans les pièges patronaux. Il n'a pas instauré un véritable impôt sur la fortune : pourtant, de

1950 à 1980, l'écart entre les plus riches et les plus défavorisés a été multiplié par deux (de 1 à 15 hier, il est de 1 à 30). Il n'a pas non plus pris de mesures contre la fraude fiscale, qui s'élève à environ 90 milliards. Fallait-il laisser durer de tels scandales ?

C'est aux organisations ouvrières de répondre à ce premier bilan : cette voie, choisie et suivie systématiquement depuis un an, les amène à appeler les travailleurs à « faire des sacrifices » pour que les salariés les plus défavorisés soient moins désavantagés. En ne s'attaquant pas aux vrais privilèges, il ne reste plus au PC et au PS, relayés par les directions des confédérations ouvrières, qu'à servir le plat de la « solidarité nationale » dans l'austérité.

P. R.

DEUX LOGIQUES

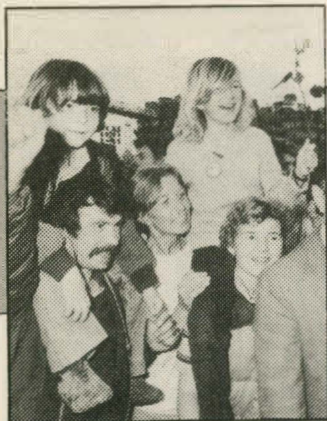
Au lieu d'appeler les travailleurs à « se serrer la ceinture » au nom de la crise, la majorité aurait les moyens d'imposer une autre logique, par le vote des lois appuyées par la mobilisation ouvrière.

Il n'y aurait plus aucun de ces « déficits » dont se plaint le gouvernement si étaient imposés une baisse du temps de travail, la semaine des 35 heures sans perte de salaire, avec les embauches correspondantes, et un droit de veto sur les licenciements.

Avec 800 000 chômeurs de moins, le « trou » de la Sécurité sociale disparaît, malgré toutes les formes de pillage que les patrons peuvent y faire. Il en est de même du « trou » de l'UNEDIC.

Avec une mobilisation de masse faisant entrer dans la réalité les 35 heures, avec la baisse des cadences et les équipements collectifs actuellement revendiqués, c'est sans doute 3 millions d'emplois qui peuvent être offerts aux chômeurs déclarés ou non.

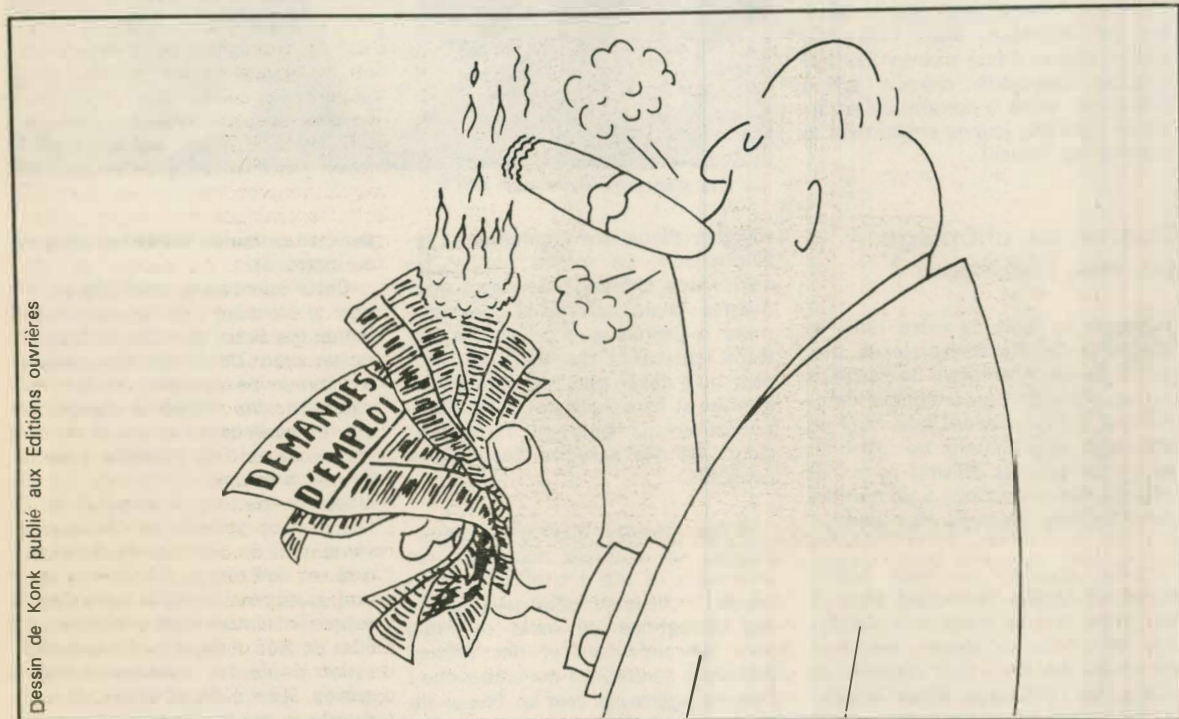
Les patrons ne voudront pas ? Bien sûr ! Mais ne vaut-il pas mieux définir la production en fonction des besoins collectifs, plutôt que de subir le chômage ?



Un an après le 10 mai ... la situation économique et sociale

NATIONALISATIONS

A qui et à quoi doivent-elles servir ?



« Vous dirigerez selon les critères habituels de gestion » (Pierre Dreyfus dans sa « lettre de démission » aux P-DG)

On va nous supprimer la liberté d'entreprendre pour nous imposer la logique du marché. » Tel est le thème sur lequel la presse patronale ameutait ses troupes il y a encore quelques mois.

Aujourd'hui, alors que les patrons en grande partie rassurés sont plus silencieux, il est bon de revenir sur les déclarations de Mitterrand, jugées inquiétantes par la droite parce qu'elles précisaient les engagements de la campagne électorale. Ainsi, par exemple, cet extrait de la conférence de presse de septembre 1981 où il définissait, avant le débat à l'Assemblée, le rôle des nationalisations. « Il n'y a pas, disait-il, de plein emploi sans croissance sociale. Celle-ci suppose un autre type de développement, fondé sur une meilleure, une plus juste organisation sociale, une meilleure utilisation de nos ressources et une meilleure répartition des revenus et du temps de travail. »

Qui a le pouvoir...

A condition d'appliquer sans hésitation les projets de nationalisation tels qu'ils étaient prévus, il est vrai que la majorité pouvait disposer d'un outil non négligeable : 50 % de l'investissement industriel, un quart de la population active industrielle, 80 % du chiffre d'affaires réalisé par les monopoles réunis dans l'AGREF (Association des grandes entreprises françaises), etc.

En fait, cela était « trop beau pour être vrai » ! En s'attaquant aux intérêts capitalistes, le PS et

le PC ne pouvaient que se trouver devant un chantage de la bourgeoisie : « Si vous voulez nous prendre cette part de pouvoir, nous ferons tout pour vous en empêcher. » Du coup, pour maintenir le projet de bonne entente avec le patronat, le PS et le PC ont reculé. D'où l'abandon des filiales au privé ; d'où l'indemnisation des gros actionnaires rapportant grassement aux gros porteurs d'actions ; d'où le choix de P-DG ayant la confiance du CNPF et le maintien en place des directions de Renault, d'Air France ou de la SNIAS telles qu'elles avaient été nommées sous Giscard...

... et pour quoi faire ?

On est ainsi, au bout de quelques mois, arrivé à la « lettre de mission » par laquelle Pierre Dreyfus, ministre de l'Industrie, tourne le dos à toute ambition de réorganiser l'économie au service des travailleurs et du plein emploi. « Vous rechercherez d'abord, écrit-il aux P-DG, l'efficacité économique, par une amélioration continue de la compétitivité (...) Les critères habituels de gestion des entreprises industrielles s'appliqueront intégralement à votre groupe. »

C'est dans ce « cadre » que les P-DG du secteur public ont le droit de définir comme ils l'entendent les plans de production pour les quatre années qui viennent. On voit donc facilement quelles conclusions ils peuvent en tirer, ayant déjà, pratiquement tous, fait une longue carrière

dans les milieux du patronat. Et les déclarations faites par Alain Gomez aux syndicats de la Thomson sont à cet égard édifiantes : socialiste et nouveau P-DG, il leur a expliqué qu'il « tiendrait secrètes » un certain nombre d'informations et qu'il avait bien sûr le droit de licencier « si c'est pour le bien de l'entreprise »...

Ainsi, au lieu de « disposer d'un levier » en utilisant le secteur nationalisé et le contrôle du crédit à 80 % — comme le PS et le PC prétendaient le faire — on en est aujourd'hui à découper en morceaux la puissance d'intervention rassemblée dans le secteur public ; et chaque morceau, dirigé par un patron cotisant encore au CNPF, doit passer des accords commerciaux « selon les critères habituels de gestion ».

D'où les prévisibles « restructurations » accompagnées des habituels licenciements « pour faire face aux contraintes de la crise » au lieu de nouvelles orientations économiques pour sortir de cette crise capitaliste. De la « nouvelle croissance sociale », qui impliquait des solutions socialistes, nous voici devant une politique d'aides gouvernementales distribuées pour l'essor de multinationales à la française « plus performantes ». Telle est la conséquence de la recherche d'une bonne entente avec le patronat : la majorité PS et PC s'enferme dans la gestion de la crise en fonction des exigences capitalistes, et abandonne les revendications ouvrières.

Pierre Rème

TROIS EXEMPLES

Ce n'est pas sorcier de définir une autre orientation de la production afin d'assurer le plein emploi et la satisfaction des besoins sociaux : à condition de rejeter la logique capitaliste et de donner la parole aux travailleurs ! En voici quelques exemples.

● A LA THOMSON-CSF

Nos camarades de la LCR expliquent, concrètement, que les priorités de l'entreprise doivent être débattues publiquement. Pourquoi maintenir un secteur d'armement représentant à peu près 50 % de la production ? Et pourquoi ne consacrer que 10 % de la production au secteur médical, dans lequel il semble de surcroît que les plans du nouveau P-DG prévoient des licenciements ? Mieux vaudrait, à l'évidence, donner toute sa place à l'électronique à usage médical, aux scanners comme aux équipements pour les dispensaires de quartier. De même, demandent-ils, pourquoi ne pas réaliser un plan permettant de développer partout l'automatisation de la production de façon à supprimer les tâches répétitives tout en abaissant le temps de travail pour assurer le plein emploi ?

Ces quelques indications concrètes mettent assez en lumière comment il y a mieux à faire que de se soumettre aux « impératifs de la concurrence internationale »...

● AUX POUPEES BELLA (Perpignan) ET A ELASTELLE (Le Puy)

Les travailleurs montrent comment le gouvernement a les moyens d'empêcher les licenciements et les fermetures d'entreprises.

● Pourquoi Elastelle (250 emplois) n'est-elle pas intégrée dans le cadre du secteur nationalisé comme filiale de Rhône-Poulenc (entreprise qui fournit la matière première) ? Au lieu de distribuer des « aides » aux patrons licenciés du textile, il faut réaliser un office national textile nationalisé : il y aurait ainsi les moyens d'assurer le plein emploi et de définir une production textile adaptée aux besoins des travailleurs.

● Pourquoi Bella (1 000 emplois) n'est-elle pas mise sous le contrôle des pouvoirs publics ? Pourquoi le gouvernement accepte-t-il de verser des milliards à un patron qui « reprend l'entreprise » en donnant du travail, dans l'immédiat, à 150 travailleurs et travailleuses alors que les autres, s'ils ne sont pas mis tout de suite au chômage, seront payés « en formation » pendant plus d'un an ? Les fonds publics doivent-ils servir aux restructurations patronales ou à la lutte pour l'emploi ? Cette dernière question est d'autant plus cruciale que le prix d'une modernisation de l'entreprise et de sa « relance » est inférieur à l'ensemble des frais de la « reprise » avec ses suppressions d'emplois. Mais il est vrai que le maintien de la dernière usine de poupées en France contredit le respect du plan européen du jouet, élaboré sous Giscard...

Pour ceux qui jugeraient « infimes » les exemples de ces deux entreprises, rappelons que Jacques Delors lui-même a reconnu qu'il y a aujourd'hui, en France, 1 200 entreprises « en difficulté ». Et cela signifie que 250 000 emplois sont menacés.

● DU LOGEMENT A LA SIDERURGIE, TOUT SE TIENT.

Dans la sidérurgie, le gouvernement laisse les nouveaux P-DG préparer la fermeture de nombreuses unités de production en Lorraine, avec des milliers de suppressions d'emplois. Il respecte les plans de l'Europe des patrons, élaborés sous Giscard. Leurs objectifs ? Officiellement, il s'agit de diminuer les capacités de production en fonction des besoins d'acier, en tenant compte d'une réduction massive de la consommation dans le bâtiment (secteur qui consomme 30 % de l'acier produit). En fait, les patrons de l'Europe capitaliste veulent concentrer leurs investissements en abaissant la consommation de logements et d'équipements collectifs. Logique capitaliste pour cette période de crise...

Mais pourquoi la majorité PS et PC poursuit-elle la même politique ? Faut-il rappeler que le PS voulait s'attaquer au changement de politique du logement, estimant que « 21 % des foyers vivent dans des logements surpeuplés » et que « 16 millions de personnes ne bénéficient pas de l'équipement minimal » (1) ? Faut-il rappeler que le PC revendiquait la construction de 500 000 logements par an (2) ? Et faut-il souligner que le « plan » se réduit aujourd'hui à la construction de 50 000 logements pour « soutenir » ce secteur où les mises en chantier ont chuté de 13 % ces deux derniers mois ?

Refuser les suppressions d'emplois dans la sidérurgie et maintenir les projets de construction de logements, voilà ce qu'il faut faire pour sortir de la crise, assurer le plein emploi et développer « une nouvelle croissance sociale »...

(1) Extraits de la brochure du PS « Logement social et Cadre de vie ».

(2) Dans les 131 propositions de Georges Marchais...



«Il n'y aura pas de chasse aux sorcières»

Gaston Defferre

• En laissant en place les hauts fonctionnaires giscardiens, en ne remettant pas en cause les institutions réactionnaires de la V^e République, le gouvernement a renforcé l'arrogance de la réaction

EN accédant au gouvernement il y a un an, les dirigeants du PS et du PC héritaient d'institutions portant la marque du coup de force gaulliste de mai 1958. La V^e République a pour caractéristique d'organiser le centre du pouvoir réel de la bourgeoisie autour d'un corps de hauts fonctionnaires et de technocrates, placés au-dessus des instances législatives de l'Etat bourgeois.

Parallèlement, les appareils répressifs ont placé la population sous haute surveillance permanente. Des juridictions d'exception se sont développées tandis que la police voyait ses pouvoirs et ses moyens portés à un niveau jamais atteint, l'un des plus hauts d'Europe occidentale. Enfin, après Mai 1968, différentes régions militaires ont été réorganisées afin de les rendre plus aptes à la lutte contre l'«ennemi intérieur».

Croire qu'une telle machine pourrait se mettre au service d'un changement politique et social profond relève à l'évidence de l'utopie. Qui peut sérieusement penser que ceux qui ont pendant vingt-trois ans servi les intérêts des possédants vont maintenant être attentifs aux besoins et aux revendications des travailleurs ?

Des mesures essentiellement spectaculaires

Il est vrai que le renvoi d'un haut fonctionnaire n'entraîne pas nécessairement la mise en œuvre d'une politique favorable à la classe ouvrière et que le remplacement d'un haut dignitaire de la police ne modifie pas substantiellement la fonction de cette administration qui, en régime capitaliste, est de protéger la propriété du capital. Mais les travail-



Les travailleurs immigrés fêtaient la victoire le 10 mai 1981. Aujourd'hui Defferre annonce la reprise des expulsions...

leurs voient dans les hommes qui ont servi le régime précédent l'obstacle le plus immédiat au changement. Et l'expérience de l'année écoulée leur donne raison.

Car l'équipe au pouvoir s'est refusée à remettre si peu que ce soit en cause les institutions de la V^e République. Elle s'est contentée de supprimer les symboles les plus flagrants de leur caractère réactionnaire : la Cour de sûreté de l'Etat et les Tribunaux permanents des forces armées. Et, en janvier dernier, François Mitterrand en appelait au sens civique des «grands commis» de l'Etat «qui ont su en tout temps que l'alternance était une loi fondamentale de la démocratie». Les résultats en sont connus.

A la tête du secteur public élargi

par les nationalisations, des hommes, dont les liens avec le CNPF sont notoires, continuent de se comporter comme par le passé.

Dans la police, la plupart des grandes directions ont été renouvelées. Mais il ne s'agit que de mutations internes et la hiérarchie reste pour l'essentiel intacte. Une hiérarchie dont Bernard Deleplace, le dirigeant des syndicats autonomes de policiers (FASP) disait récemment : «Sur 2 000 commissaires en France, je ne suis pas sûr qu'il y en ait plus de 1 % qui soit réellement de gauche.»

C'est pourtant un tel corps que le ministre de l'Intérieur s'est employé à convaincre que son rôle dans la société et ses privilèges ne seraient pas altérés. Le budget 1982 consacré aux dépenses d'équipement et de fonctionnement a augmenté de

19,7 %. Le droit de grève demeure interdit pour les flics de base. Et les discours sur la sécurité ne se distinguent plus guère de ceux de Peyrefitte.

Si les super-flics sont satisfaits, les généraux ne le sont pas moins. Les priorités pour l'armée définies sous Giscard n'ont pas été remises en cause. On s'est empressé d'enterrer la promesse d'un service militaire à six mois. Et, surtout, les jeunes sous les drapeaux continuent d'être privés des droits démocratiques les plus élémentaires. Le général Jeannou Lacaze, chef d'état-major des armées, peut, de son point de vue, tirer un bilan positif de l'action gouvernementale. Dans une interview à l'Express du 26 mars, il déclarait : «On ne nous a pas imposé une orientation fondamentale-ment différente de celle qui était

suivie précédemment. On pouvait craindre aussi une politisation de l'armée par une sorte de "spoils system" à l'américaine : cela ne s'est pas produit. C'est extrêmement encourageant (...) Les affectations et les nominations qui ont été pratiquées jusqu'ici sont celles que nous avions planifiées depuis des mois.»

La droite renforcée

Si cette attitude a porté ses fruits, c'est la droite qui les a ramassés. Son arrogance et son audace s'en trouvent décuplées. On a vu ces derniers mois des services comme la DST, le SDECE ou les renseignements généraux saboter les initiatives du pouvoir. On a vu les chefs de la PJ se cramponner à leurs privilèges et la haute hiérarchie exiger davantage de répression et de moyens. Quant au général Lacaze, il assortit son coup de chapeau d'une mise en garde en qualifiant à l'avance d'«inacceptable» tout bouleversement qui remettrait en question les fondements mêmes de la discipline comme toute chose pouvant diminuer la capacité de l'armée à remplir ses missions.

C'est un net avertissement pour Mitterrand et Mauroy. En refusant de chasser, à tous les niveaux de l'appareil d'Etat, les hommes de l'ancien régime, en laissant intactes les institutions réactionnaires de la V^e République, en refusant de satisfaire les demandes des appelés, ils scient la branche sur laquelle ils se croient solidement assis. En ne prenant pas les mesures radicales qui s'imposent dans la police (révocation des auteurs de «bavures» et des responsables de la politique passée, démantèlement des corps spécialisés dans le maintien de l'ordre et le renseignement politique), ils laissent une arme redoutable entre les mains des adversaires du mouvement ouvrier. N'est-il pas significatif que la manifestation «antiterroriste» organisée par l'opposition bourgeoise, le 3 mai à Paris, se soit déroulée aux cris de «soutenons la police» ?

Christian Picquet

LE RIRE DE PEYREFITTE

LA liberté passe désormais avant la sécurité», titrait le 13 novembre dernier l'hebdomadaire du PS, l'Unité. Moins de six mois après, le développement d'une psychose d'incertitude et une campagne hystérique de la droite ont provoqué un retournement complet. Les membres du gouvernement mettent presque exclusivement l'accent sur la répression de la petite délinquance, c'est-à-dire celle des catégories les plus exposées aux conséquences de la crise économique : jeunes, immigrés, sans-travail. Le recul est évident sur au moins trois aspects :

• Des pouvoirs et des moyens accrus pour la police

Répondant le 29 avril aux accusations de laxisme, Gaston Defferre indiquait : «Le gou-

vernement a accordé les crédits nécessaires pour le recrutement de huit mille policiers dans un collectif (budgétaire) et de six mille autres dans la loi de finances. J'ai fait acheter des gilets pare-balles, des appareils de radio modernes ; j'ai fait installer des commissariats dans les quartiers (...) Le gouvernement a fait assez pour ne pas mériter vos reproches.»

Comment être plus clair ? Au début du septennat, le ministre de l'Intérieur se targuait d'être tout autant celui des conquêtes démocratiques que de la police. Aujourd'hui un seul discours domine.

• Contrôles d'identité : retour en arrière

La généralisation des contrôles était un point clé de la loi Peyrefitte. Après la polémique Badinter-Defferre, le Conseil des

ministres vient de les régler de la façon suivante : «L'identité de toute personne peut être vérifiée dans des lieux déterminés, là où la sûreté des personnes et des biens se trouve immédiatement menacée.» Les notions de «menace immédiate» et de «lieu déterminé» sont suffisamment vagues pour que la nécessité d'interpeller un passant soit laissée à l'appréciation de n'importe quel flic. L'histoire récente permet déjà de dire quelles en seront les victimes. Avec de telles dispositions, la chasse au faciès et aux «sales gueules» vont pouvoir se développer librement. Nous voilà revenus un an en arrière.

• Les immigrés dans le collimateur

Depuis le 30 avril, un terme a été mis à la régularisation des titres de séjour et de travail pour les immigrés. L'administration a maintenant les mains libres pour

expulser du territoire les ressortissants en «situation irrégulière».

Dans les périodes de crise, quand s'accroît le chômage et que se développe la criminalité dans les grands centres urbains, la bourgeoisie a toujours fait de la population étrangère un bouc émissaire, cherchant de cette façon à diviser la classe ouvrière. Il est donc particulièrement choquant que l'hôte socialiste de la place Beauvau, assimilant criminalité et insécurité, ait récemment affirmé que notre pays ne saurait être «le refuge des délinquants». Et il est inadmissible que reprennent les expulsions contre lesquelles le mouvement syndical s'était battu avant le 10 mai 1981.

Incapable de faire diminuer le chômage, se refusant à prendre dans la poche du patronat l'argent nécessaire à la réalisation des programmes sociaux qui pourraient empêcher de nombreux jeunes de sombrer dans le

désespoir et la violence, les vainqueurs du 10 mai ont tout naturellement été amenés à renier leurs promesses de «nouveaux espaces de liberté». Mais cette logique ne peut que les mener aux plus graves décisions. Déjà, on a vu Defferre revendiquer le droit pour les flics de faire librement usage de leurs armes et assumer la responsabilité des interventions contre les occupations d'entreprises.

Seule la bourgeoisie gagnera à cette politique. Pas plus que Giscard, en son temps, le nouveau pouvoir ne résoudra les problèmes de sécurité en développant les capacités de l'appareil répressif. Des mesures s'attaquant radicalement aux causes réelles de la criminalité (le chômage notamment) le permettraient. Et elles éviteraient à la majorité qui a reçu mandat d'en finir avec l'héritage giscardien de se trouver un peu plus discréditée aux yeux de ceux qui l'ont élue.

C. P.



Un an après le 10 mai ... le bilan des luttes

Début 1982, montée

LES élections de mai-juin dernier furent un véritable raz-de-marée en faveur des partis ouvriers. Jamais dans l'histoire le total des voix pour le PS et le PC n'avait atteint un tel score. Pourtant — à la différence de ce qui s'est passé en 1936 — cette victoire électorale ne s'est pas produite dans le prolongement d'une poussée unitaire, d'une montée des grèves et de la syndicalisation.

Trois années de division

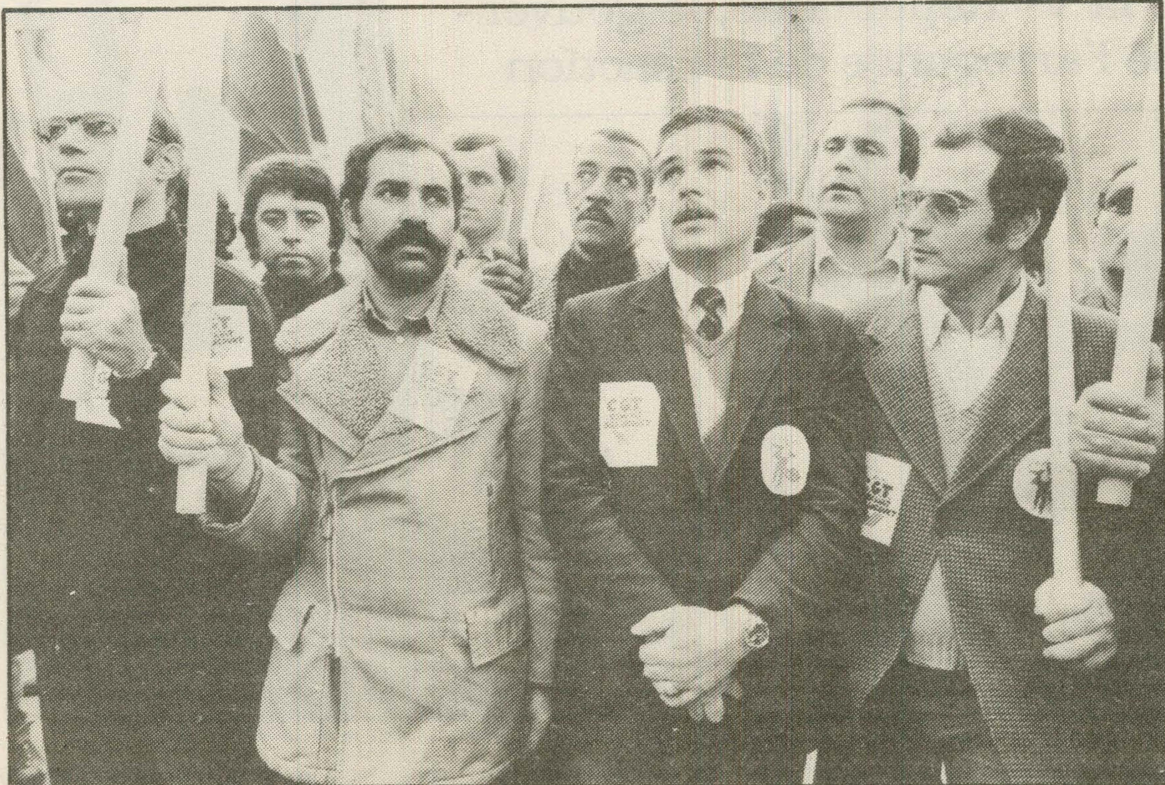
La défaite de Giscard est intervenue après trois années de division acharnée qui ont suivi la rupture de l'Union de la gauche en septembre 1977, dans un contexte de fléchissement du niveau global des grèves et des effectifs syndiqués.

● Pour les quatre années 1978-81 le nombre de journées « perdues » pour fait de grève est en moyenne de 2,3 millions par an (contre 4 millions en moyenne pour les années 1971-77). Les chiffres de 1980 (1,7 million) et 1981 (1,5 million) sont les plus faibles enregistrés depuis 1965. Il faut même remonter au lendemain de 1958 pour trouver deux années consécutives à un niveau aussi bas.

● Ces années ont également été marquées par un processus de désyndicalisation : le syndicat le plus touché est la CGT dont la direction avoue aujourd'hui officiellement une perte de 400 000 adhérents entre 1977 et 1980.

La CFDT, voit un effritement régulier de ses effectifs. La FEN recule (entre 1977 et 1979, le SNESup perd 12 % de ses syndiqués, le SNI 10 %, le SNES 8 %). FO régresse également.

S'agit-il d'un reflux du niveau



Les OS de Renault-Billancourt en grève

de combativité et de conscience de la classe ouvrière ? Non. Une telle interprétation de ces chiffres ferait du 10 mai un « accident » incompréhensible.

La période ouverte par Mai 68

En fait, on ne peut comprendre ce qui s'est passé durant ces trois années sans partir de la période très particulière ouverte par Mai 68 : période d'instabilité grandissante du pouvoir de la bourgeoisie qui ne parvient pas à rétablir à son profit le rapport de forces issu de la grève générale, période de maturation politique où, après la déroute de 1968-69, les voix des

partis ouvriers progressent d'année en année aux élections ; période de haute combativité : il y a eu par le passé des années beaucoup plus « chaudes » (6 millions de gréviste en 1963, près de 10 millions en 1953, et plus de 11 millions en 1950) ; mais jamais dans l'histoire de ce pays on n'a vu pendant sept années consécutives (de 1971 à 1977) un nombre de journées de grèves oscillant constamment entre 3 et 5 millions par an.

Les années 1978-81 ne marquent pas la fin de cette période mais plutôt un tassement dans le cadre de la même période. Les mêmes contradictions continuent d'être à l'œuvre : la bourgeoisie marque

des points (application des plans Barre), mais elle ne réussit pas à transformer fondamentalement le rapport de forces

La baisse du nombre de grèves traduit non une démoralisation, mais plutôt la conscience d'une situation bloquée, sans débouché politique, ni perspective de mobilisation d'ensemble.

Comme en témoignent les résultats des élections prud'homales de mai 1980 ; ou les mobilisations contre la loi Berger sur la Sécurité sociale (décembre 1980)

Sur le plan politique, la division a réussi à sauver la mise de Giscard en 1978, mais elle n'empêche pas l'usure du régime de continuer, provoquant sa chute trois ans après.

Il faut donc comprendre la victoire du 10 mai non comme le produit immédiat d'une montée ouvrière, mais plutôt comme un « produit différé de Mai 1968 », dans le cadre d'une période dont trois années de division n'avaient pas modifié fondamentalement les données.

Les organisations ouvrières après le 10 mai

La victoire de Mitterrand n'a pas eu comme effet immédiat de développer un élan de mobilisation unitaire des travailleurs, ni de renforcer leurs organisations.

● Malgré la présence de ministres socialistes et communistes au gouvernement, la division syndicale a continué à faire rage. Les rivalités entre CGT et CFDT se sont même exacerbées avec un enjeu immédiat : le prolongement sur le plan syndical du recul électoral du PC.

● Dans ce contexte la désyndicalisation s'est poursuivie mal-

gré le 10 mai. Les ravages de la division, les effets démobilisateurs de la politique gouvernementale de main tendue au patronat, le refus des confédérations de tracer des perspectives de lutte ont abouti à ce résultat paradoxal : toutes les directions syndicales ont analysé la situation ouverte par le 10 mai comme plus favorable pour l'action syndicale, et toutes reconnaissent une hémorragie persistante de leurs adhérents.

● Les rapports de forces ont globalement évolué au détriment de la CGT, qui reste cependant largement majoritaire.

Elle a perdu plus d'adhérents que les autres syndicats. De plus, elle connaît de très sérieuses pertes dans une série d'élections professionnelles importantes : (- 20 % à Renault-Douai ; - 10 % dans les caisses de Sécurité sociale de la région parisienne ; - 7 % dans les mines ; - 13 % à Renault-Billancourt ; entre 5 et 10 % de pertes dans les arsenaux).

● Sur le plan politique, le PC voit se confirmer la perte durable du quart de son électorat. Il y a une chute importante du nombre d'adhérents et une baisse de leur niveau de militantisme. Les chiffres de vente de la presse communiste se sont effondrés. Quant au PS, le nombre de ses adhérents a sensiblement augmenté. Mais la « vague » rose d'adhésions après le 10 mai a reflué et son implantation dans les entreprises reste faible.

Depuis un an : une combativité montante

L'évolution des luttes grévistes depuis le 10 mai fait apparaître une évolution très nette dans l'état d'esprit et le degré de mobilisation de la classe ouvrière :

● Dans les premiers mois, c'est d'abord l'« état de grâce » : les législatives succèdent à l'élection présidentielle et les vacances au législatives. La classe ouvrière attend de voir ce que va faire le gouvernement.

De juin 1981 à août 1981, le nombre de jours de grèves est inférieur aux mois correspondants de 1980 (année pourtant la plus basse depuis 15 ans).

● Mais à la rentrée, beaucoup de travailleurs commencent à trouver que « le changement n'avance pas assez vite ». Ils ne supportent pas la prétention des patrons à continuer comme avant le 10 mai.

Des grèves ont lieu à Renault-Sandouville, à Billancourt, à la SNCF, dans les banques. Parties sur des objectifs et dans des formes différenciés, elles ont en commun d'être massivement suivies et le plus souvent unitaires. Le punch et la ténacité des grévistes reflètent le sentiment que le rapport de forces a évolué

EN JUIN 36...

A victoire du Front populaire en mai 1936 intervient après deux années d'une croissance ininterrompue de la combativité, de la conscience et du degré d'organisation de la classe ouvrière.

Après des années de recul, le 12 février 1934 marque un tournant, un sursaut de la classe ouvrière face au danger fasciste et aux coups du patronat. Après une longue période de division forcenée entre le PS et le PC et les syndicats qu'ils contrôlent (la CGT réformiste et la CGTU), l'unité d'action retrouvée lui donne un formidable élan : les grèves deviennent plus nombreuses et plus offensives et leur issue est de plus en plus souvent victorieuse. Les formes de lutte se radicalisent.

Le mouvement syndical, déchiré par la scission de 1921, se réunifie. Ses effectifs commencent aussitôt à augmenter rapidement : de mars à mai 1936, 250 000 travailleurs re-

joignent la CGT unifiée. Le 1^{er} Mai (qui tombe entre les deux tours des législatives) donne lieu à de grandes manifestations de masse unitaires.

La victoire électorale de mai 1936 prolonge ce mouvement. Elle exprime une radicalisation politique de la classe ouvrière (qui profite d'ailleurs plus au PC qu'au PS).

La classe ouvrière, prenant conscience de sa force après ces résultats, veut pousser l'avantage dans les entreprises. Quelques semaines après les législatives, c'est la grève générale : trois millions de travailleurs occupent leurs usines avant même que le gouvernement entre légalement en fonction.

Le nombre de syndiqués, qui était jusqu'ici très bas (7 % des salariés), connaît alors une véritable explosion : en deux ans, les effectifs de la CGT passent de 785 000 à 4 millions. En quelques semaines, le nombre de syndicats passe de 4 000 à 16 000. La fédé-

ration de la métallurgie qui compte 65 000 membres en mai 1936 passe à 600 000 en septembre 1936 et plus de 800 000 en 1937.

Les effectifs des partis ouvriers connaissent aussi une très forte progression : le PC passe de 163 000 membres en mai 1936 à 380 000 en octobre 1936. Quant au Parti socialiste, le nombre de ses adhérents augmente aussi très rapidement. Dans la Seine, par exemple, il double entre mai et novembre 1936.

Les directions réformatrices, qui profitent largement de cette mobilisation unitaire, vont s'appliquer à la dévoyer vers la collaboration avec les partis bourgeois ; elles feront tout pour faire rentrer le torrent dans son lit. Et ce sera l'échec. Mais le mouvement ouvrier restera profondément marqué par le souvenir de cette période qui vit à la fois de grandes conquêtes ouvrières et la naissance d'un syndicalisme de masse.

F. L.



des grèves

EFFECTIFS SYNDIQUES, ACTIFS ET RETRAITES

Année	CGT	CFDT	FO
1976	2 350 118	1 077 731 (1)	900 000
1977	2 322 055	1 077 071 (1)	905 000
1978	2 192 862	1 122 550	950 000
1979	2 031 163	1 008 590	1 083 000
1980	1 918 583	1 042 320	1 100 000

(1) Actifs seuls.

Ce sont les chiffres publiés par chaque confédération. Il y a de sérieuses raisons de penser que ceux de la CGT sont très fortement supérieurs à la réalité, et ceux de la CFDT assez proches des effectifs réels.

NOMBRE DE JOURS DE GREVE PAR MOIS DEPUIS LE 10 MAI*

	1981-82	1980	1979
juin	103 200	343 200	
juillet	84 200	111 700	
août	7 500	16 100	
sept.	111 700	64 600	182 500
oct.	215 800	113 800	667 500
nov.	197 500	55 900	418 500
déc.	133 900	62 900	169 900
janvier	125 000	93 700	135 000
février	454 000	126 000	113 000
mars			

*Les chiffres des deux années précédentes pour les mois correspondants sont donnés à titre de comparaison.

en leur faveur depuis le 10 mai. Il ne s'agit pas seulement de quelques luttes phares. Dès l'automne, le nombre de jours de grève augmente sensiblement : de septembre à décembre il atteint 659 000 journées. C'est plus du double de l'automne 1980 (297 000 journées).

Cependant ce chiffre reste encore largement inférieur à celui de 1979 pour la même période.

En même temps se déroulent des luttes longues et très dures sur l'emploi (Elastelle, Ceraver) ;

● En fait, c'est dans les premiers mois de 1982, avec la vague de grèves sur les ordonnances, que se produit le premier tournant sérieux dans la situation. Par le nombre de journées de grèves (près d'un million) et surtout par le nombre d'entreprises touchées par les grèves (660 recensées). Le premier trimestre 1982 est à un niveau nettement plus élevé que celui des quatre années précédentes.

Vu le très grand nombre de conflits et leur durée souvent courte (beaucoup de patrons cédant assez rapidement), il est vraisemblable que ces chiffres sous-estiment la réalité ; ce sont sans aucun doute plusieurs centaines de milliers de travailleurs qui ont participé aux grèves durant ces deux mois.

Malgré la division accentuée au sommet entre CGT et CFDT, l'unité d'action s'est réalisée à la base dans plusieurs centaines

d'entreprises pour la défense des revendications. L'ampleur de ce mouvement a contraint Mitterrand à intervenir. Ses limites tiennent à la disparité des revendications et à l'absence de dynamique de centralisation.

Le début 1982 a été aussi marqué par un durcissement des formes de lutte (62 occupations et 5 séquestrations, selon les chiffres officiels). Les patrons ont hurlé. Defferre a donné des gages : 18 usines évacuées par la police au mois de mars...

Une situation contradictoire

Alors qu'en 1936, syndicalisation, renforcement des organisations ouvrières, et scores électoraux du PS et du PC avaient connu une évolution parallèle, on assiste aujourd'hui à un décalage qui peut sembler paradoxal : aucune poussée sociale n'a immédiatement précédé ni suivi le 10 mai. La première grande vague de lutte coïncide avec une victoire de la droite aux cantonales. En réalité, le paradoxe n'est qu'apparent.

● La droite a regagné du terrain parce que la politique du gouvernement a démobilisé l'électorat ouvrier et rejeté une partie des couches moyennes sur la droite. Mais aussi parce que les syndicats, jouant de la division, n'ont rien fait pour développer une riposte d'ensemble.

● Mais les travailleurs ne sont

pas disposés pour autant à modifier leurs exigences au nom du « consensus ».

Tout laisse donc prévoir des affrontements de classes très importants à l'avenir. D'autant que la bourgeoisie, rendue trop sûre d'elle-même par ses premiers succès, peut commettre des faux pas en se trompant sur l'état réel du rapport de forces entre les classes, qui n'est pas à l'image des résultats des cantonales.

● La désyndicalisation et l'abstention aux élections sont des phénomènes négatifs, qui affaiblissent le mouvement ouvrier face à la bourgeoisie. Mais elles reflètent aussi toutes deux une même réalité : une perte d'autorité des directions traditionnelles sur le mouvement ouvrier, depuis 1978. Des germes de défiance qui n'existaient pas du tout à une telle échelle en 1936.

● Les directions traditionnelles du mouvement ouvrier sont parfaitement conscientes des risques que cela comporte pour elles : sur le terrain des luttes, où leurs capacités de contrôle de la classe ouvrière sont affaiblies. Et même sur le terrain électoral où des candidatures unitaires d'extrême gauche pourraient cristalliser une critique de gauche du gouvernement aux municipales.

C'est une des raisons essentielles qui motivent la relance de l'unité d'action par la FEN et le tournant de la CGT pour le 1^{er} Mai.

Félix Loursou



Critiques de détails, accord sur l'essentiel

1 - Après la victoire de Mitterrand et l'élection d'une majorité PS-PC, ces deux partis ont signé un « accord de gouvernement ». Cet accord stimulait non seulement « la solidarité ministérielle », mais le prolongement de cette « solidarité » jusque dans les entreprises. Bref, pour le PC, le soutien sans faille de la politique du gouvernement.

Beaucoup de commentateurs se sont alors laissés aller à leurs idées : « Le PC avait un pied dedans et un pied dehors du gouvernement. » Le PC ne jouerait pas le jeu. C'est la droite qui menait campagne à ce sujet, n'hésitant pas à présenter le PC comme « révolutionnaire ». N'a-t-on pas vu, dernièrement, le Figaro accuser le PC et la CGT de vouloir « soviétiser » les entreprises.

Marchais s'en défend. A juste titre, si l'on juge sur les faits. Son parti est un relais sûr de la politique gouvernementale. L'Humanité ne s'est-elle pas présentée comme le seul quotidien de la nouvelle majorité ?

2 - Ce soutien se double d'un essai de maintenir « les spécificités révolutionnaires » du PCF. Spécificités qui se situent surtout au niveau verbal. Si les ministres communistes jouent à fond le jeu de « la solidarité gouvernementale », la direction du PCF, ses députés élèvent parfois la voix. Ils ont ainsi critiqué l'augmentation de 1 % de la part des salariés dans la Sécurité sociale, les cadeaux dernièrement accordés par Mauroy à Gattaz. Face « aux rocardiens » et à la direction de la CFDT, ils se prononcent pour une baisse du temps de travail sans contreparties et se permettent des anfrayements aux projets de loi à l'Assemblée. Voire de hausser le ton comme à propos de la télévision.

Mais dans les luttes concrètes des travailleurs, il en va autrement. Il faut l'aveuglement anticommuniste de la droite pour voir dans les conflits qui se développent « la main » du PC. Certes, beaucoup de ses militants sont combattifs, mais le souci principal de l'appareil c'est de limiter les luttes.

A Citroën — où la politique du gouvernement n'est pas directement en cause — il laisse aller, voire pousse. A Renault, entreprise nationalisée, il n'a cessé depuis le début des conflits de freiner des quatre fers. Il a cassé celle des OS de Billancourt en novembre 1981 : il a chevauché celle de Renault-Flins. Dans les secteurs où existent des ministres communistes, cette attitude est encore plus claire : souvenez-vous des déclarations de Fiterman contre les grèves de cheminots...

Quelques jours après la critique par le PC des cadeaux de Mauroy aux patrons, Marchais réunit les secrétaires de cellules de la région parisienne pour leur prêcher... « le réalisme ».

3 - La justification de cette politique par la direction du PC est simple : en élisant Mitterrand, les Français ont choisi son programme et non les 131 propositions de Marchais. Réponse un peu facile : les travailleurs ont voté pour chasser Giscard, et Marchais a été battu non pas pour ses 131 propositions, mais pour sa politique de division.

Mais prenons la direction du PCF au pied de la lettre. Qu'est-ce qui l'empêche de défendre ses propositions, non par quelques déclarations, mais devant la masse des travailleurs ? Qu'est-ce qui l'empêche, par exemple, de mener bataille pour le service à six mois ? Mitterrand a pourtant été élu sur ce programme...

C'est peut-être que, sur le fond, le PCF n'a pas une politique alternative à celle du PS. Comme lui, il prétend respecter l'économie de marché, de profit, tout en nationalisant. Il n'a pas protesté contre l'indemnisation des gros actionnaires. Et ses « nouveaux critères de gestion » proposés pour le secteur nationalisé ont surtout pour objectif de donner des places dans la gestion de ces entreprises aux représentants de la CGT.

Sinon, pourquoi ne se bat-il pas pour le droit de veto des travailleurs sur les licenciements, l'ouverture des livres de comptes, la mise en place d'une banque unique pour contrôler pleinement les investissements ?

4 - Le PC, avec la CGT, vient d'accomplir un tournant « unitaire » lors du 1^{er} Mai. Il maintient toujours ses critiques verbales ponctuelles, mais veut se présenter comme le meilleur soutien au gouvernement doublé d'un certain discours « gauche ».

Cette politique correspond à deux objectifs. Se placer pour les prochaines élections ; se donner les moyens de mieux contrôler, à travers d'un bloc réformiste, la combativité de la classe ouvrière qui ne se contente pas d'attendre le changement.

Mais ce tournant « unitaire » a des limites. Les manuels du PC expliquent qu'un des raisons de l'échec du Front populaire de 1936, c'est l'absence de « comité de base », de « comité d'action » permettant la mobilisation des travailleurs. Pourquoi la direction du PC — comme celle du PS d'ailleurs — ne se bat pas pour la création de tels comités ? Par peur de voir les travailleurs les prendre en charge, y exprimer et élaborer leurs revendications ?

Qu'est-ce qui empêche le PC de lutter pour de tels comités et, devant les travailleurs ainsi mobilisés dans l'unité, de défendre ses propres propositions ?

Antoine Artous



Un an après le 10 mai ... la diplomatie

LA FRANCE TOUJOURS PUISSANCE IMPERIALISTE

UNE politique étrangère socialiste constitue une des priorités de notre projet », proclamaient, avant le 10 mai 1981, dans le *Projet socialiste*, les hommes aujourd'hui au pouvoir. Un an plus tard, si les mots ont un sens, on ne saurait qualifier de socialiste la nouvelle diplomatie française dont les aspects dominants sont un engagement renforcé dans l'Alliance atlantique et le développement des rapports avec le tiers monde. Car force est de constater que toutes les initiatives du Quai-d'Orsay servent avant tout à conserver à la France son statut de quatrième puissance impérialiste.

« L'installation des SS 20 et des Backfire soviétiques rompt l'équilibre [des forces] en Europe. Je ne l'accepte pas et j'admets qu'il faille réarmer pour retrouver le point d'équilibre », déclarait, peu après son entrée en fonctions, le chef de l'Etat à l'hebdomadaire allemand *Stern*. Depuis, il n'a cessé d'apporter son appui à l'implantation de 572 nouvelles fusées nucléaires américaines sur le vieux continent et de légitimer la propagande de Washington. Dans le même temps, le budget militaire pour 1982 augmentait de 17,6 % et étaient mises à l'étude les conditions de fabrication de la bombe à neutrons.

Plus atlantiste que Giscard

Il n'est pas surprenant que le secrétaire général de l'OTAN, Joseph Luns, ait félicité Paris pour sa « *bien meilleure compréhension envers l'OTAN et les Américains que M. Giscard* ». Car le coup de chapeau est largement mérité. Le conseil atlantique de décembre 1979, outre l'installation des euromissiles, décida



une augmentation de 3 % en termes réels de la contribution de chaque pays membre de l'Alliance. Or, la France, bien que formellement hors de l'organisation intégrée, est le seul pays à avoir respecté et même dépassé les proportions.

Une telle attitude va bien au-delà des positions — pourtant très atlantistes — des responsables socialistes lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Le président de la République lui-même, dans son ouvrage *Ici et Maintenant*, discernait l'existence « à l'Ouest [d']un parti de la guerre,

ou, pour être plus nuancé, un parti qui, supputant que l'URSS calera, accepte à l'avance de payer d'une guerre le prix d'une erreur de calcul ».

Si François Mitterrand et Pierre Mauroy ont cessé de dénoncer ce « *parti de la guerre* », c'est qu'ils se sont adaptés à la nouvelle donne internationale dont l'accession de Reagan aux affaires est la marque. Pour retrouver un leadership qu'il a perdu depuis sa défaite au Vietnam, l'impérialisme américain s'est lancé dans une course aux armements

sans précédent et dans une politique belliciste vis-à-vis de l'URSS. Frappés de plein fouet et affaiblis par la récession, en butte à la politique américaine de hauts taux d'intérêt sur le dollar, tous les gouvernements européens sont contraints de s'aligner.

En outre, par son appui inconditionnel à Washington, le gouvernement cherche à utiliser les atouts dont il dispose dans le cadre de la nouvelle situation mondiale. La RFA connaît, en effet, une importante crise politique et se trouve paralysée dans la conduite de sa diplomatie par l'irruption d'un mouvement pour la paix qui ébranle les principales formations du pays. Quant à la Grande-Bretagne, l'affaire des Malouines vient de montrer à quel point cet impérialisme éprouve des difficultés pour faire respecter sa sphère d'influence. Disposant d'une force de frappe nucléaire, relativement épargnée par les mobilisations anti-impérialistes, l'équipe au pouvoir peut prétendre se poser en partenaire privilégié de la Maison-Blanche en Europe. Ce qui lui assurerait une position plus forte lors des négociations entre impérialismes, dont le sommet de Versailles, au mois de juin, doit être un temps fort.

L'envers du discours

Du discours de Mexico au sommet Nord-Sud de Cancun, les dirigeants français n'ont négligé aucune occasion pour présenter sous son meilleur jour leur politique envers les pays dominés. « *Il est logique* », indiquait Claude Cheysson le 7 janvier, que l'intérêt principal de notre pays soit pour ceux qui lui ressemblent à l'extérieur. C'est la raison fondamentale pour laquelle notre politique est actuellement tellement orientée vers le tiers monde. »

Pourtant, il n'est guère que la droite pour crier à l'aventurisme. Les peuples d'Afrique francophone et des DOM-TOM n'ont, quant à eux,

vu venir aucun changement dans leur situation. Et en ce qui concerne l'Amérique centrale, Lionel Jospin vient de rassurer les métropoles occidentales sur les intentions de son parti (voir ci-contre). D'ailleurs, Mitterrand éclaire bien sa démarche en la justifiant essentiellement par « *une vision à long terme de nos propres intérêts* ».

En premier lieu, l'Elysée veut persuader ses partenaires occidentaux que l'accentuation des déséquilibres économiques avec les pays du Sud et le soutien à des dictatures sans assises sociales ne peut que les mener à la catastrophe et favoriser Moscou. Gérard Fuchs, député socialiste au Parlement européen, reprend cette argumentation : « *Notre pays se doit de convaincre l'Europe et les Etats-Unis que le refus du changement social dans le tiers monde conduira nécessairement, à terme, à une explosion politique et militaire.* »

Mais il s'agit aussi de réorienter le commerce extérieur de la France vers de nouveaux accords avec les Etats du tiers monde. Dans le contexte actuel de concurrence acharnée entre les différentes puissances capitalistes, il y a là une nécessité vitale pour un pays qui, comme la France, tire l'essentiel de son excédent commercial de ses échanges avec les pays du Sud.

Deux zones — stratégiques pour l'approvisionnement en matières premières et les marchés auxquels elles donnent accès — ont été au centre des principales initiatives de Paris, ces derniers mois. C'est d'abord l'Amérique latine, qui se caractérise par l'abondance de ses ressources énergétiques (pétrole, potentiel hydro-électrique, charbon) et par la richesse de ses gisements miniers (cuivre, bauxite, fer...). Et c'est également l'Asie du Sud et du Sud-Est, où la part de marché détenue par la France est inférieure à 2 % alors que celle du Japon oscille entre 20 et 40 % et celle des USA tourne autour de 15 %.

Il ne faudrait également pas oublier que les pays semi-coloniaux ont toujours été l'un des principaux débouchés de l'industrie d'armement, secteur pilote du capital français. Comment donc s'étonner que les contrats passés sous l'ancien régime aient été scrupuleusement respectés et que d'autres, particulièrement juteux, aient été conclus. C'est ainsi qu'un accord vient d'être signé avec l'Inde portant sur la vente de 40 Mirage 2000 et représentant la coquette somme de cinq milliards de francs. Comme on le voit, le temps est bien loin où Mitterrand affirmait vouloir « *moraliser* » les ventes d'armes et « *donner au monde un autre signal de sécurité et de solidarité que celui des Transall, Jaguar et autres Alouette* » (interview à *Afrique-Industries* du 15 avril 1981).

Après un an de diplomatie « socialiste », l'intérêt des peuples passe toujours après ceux des puissances impérialistes, des maîtres de l'industrie et des marchands de canons. En ce sens, et par-delà les discours, on peut bel et bien parler de continuité. Les choix faits en politique intérieure ont inévitablement des répercussions à l'extérieur des frontières.

Christian Picquet

► NOUVELLE-CALEDONIE : un projet néo-colonial

SANS jamais reconnaître ouvertement le droit des Kanaques à l'autodétermination et à l'indépendance, le gouvernement avait néanmoins manifesté l'intention d'entreprendre « *des réformes audacieuses* » en Nouvelle-Calédonie. Il justifie par l'existence d'une majorité réactionnaire à l'Assemblée nationale le recours à la pratique des ordonnances. Celles-ci, dont on ne connaît toujours pas la teneur intégrale, doivent permettre l'application de réformes dans les domaines fiscal, foncier et culturel. Toutefois, ce n'est qu'au bout de trois ans que pourra être posée la question du statut colonial de l'île.

Ce processus a petit à petit trouvé un écho, y compris parmi les forces réactionnaires représentées à l'Assemblée territoriale. C'est ainsi que les élus de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (FNCS), traditionnellement alliés avec ceux du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, proche du RPR métropolitain), ont voté le principe d'une réforme fiscale pro-

posée par Paris. Un terrain d'entente semblait même se dessiner entre la FNCS et le gouvernement français à la recherche d'un interlocuteur local tempérant le radicalisme du Front indépendantiste.

C'est en cette occasion que le haut commissaire français, Christian Nucci, choisit d'exprimer pour la première fois, d'une manière aussi explicite, le véritable projet du gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie.

S'adressant à l'Assemblée territoriale où les élus réactionnaires sont hégémoniques, Nucci affirme : « *Un certain nombre de points communs m'ont convaincu que nous pouvions avancer ensemble car vous avez tous reconnu la nécessité des réformes. Tous également vous avez déclaré désirer construire une Calédonie sans éviction d'aucune ethnie habitant sur le territoire.* » On ne peut mieux nier la réalité nationale kanak que qu'en plaçant ainsi sur un pied d'égalité « l'ethnie » kanak des colonisés et « l'ethnie » européenne

des colonisateurs. Et c'est surtout à ces derniers que Nucci s'adresse, dans un langage que ne désavouerait certainement pas un Paul Dijoud, ministre des DOM-TOM de Giscard d'Estaing.

Mais Nucci est encore allé plus loin en avouant : « *Les évolutions faites en temps utile permettent d'éviter les révolutions si souvent porteuses de désordres et de malheurs. Le train du changement est en marche. Il y a ceux qui acceptent d'y monter afin, demain, d'en assurer la conduite et d'en maîtriser les accélérations, il y a les autres qui restent sur le quai et demeureront en attente de l'histoire.* » Ces propos ne prêtent pas à confusion. Le représentant de Mitterrand et de Mauroy demande aux colons et réactionnaires de tout poil de monter dans le train du changement pour mieux « *en assurer la conduite* » et en « *maîtriser les accélérations* ». En un mot, pour en contrôler le processus. Si ce n'est pas là un discours néo-colonial classique, qu'est-ce donc ?

V. K.



► AMERIQUE CENTRALE : les audaces n'ont eu qu'un temps

L'AMBASSADEUR de Giscard au Nicaragua était un intime de Somoza. En juin 1979, quelques jours avant la chute du dictateur, il restait l'un des rares chefs de mission diplomatique encore accrédité à Managua.

Le passif était lourd. Au lendemain du 10 mai le « changement » allait de soi à propos de l'Amérique centrale. Il était nécessaire. François Mitterrand n'hésite pas : la nouvelle orientation de la diplomatie française dans cette région doit être le symbole, la vitrine de sa politique en direction du tiers monde. Le choix est judicieux... Il présente beaucoup d'avantages et peu d'inconvénients.

La victoire sandiniste au Nicaragua stimule mobilisations et combats révolutionnaires au Guatemala et au Salvador. La contre-offensive organisée par l'impérialisme américain prend chaque fois plus le caractère d'une escalade militaire. Celle-ci suscite une réprobation croissante en Amérique latine et en Europe.

François Mitterrand est d'accord avec les dirigeants de l'Internationale socialiste : il n'y a pas de solution militaire possible. Au Salvador, en particulier, seule une négociation entre toutes les forces politiques représentatives du pays, et un accord sur la mise en œuvre de réformes significatives peuvent encore contenir et canaliser la montée révolutionnaire. C'est là l'objectif d'un Willy Brandt ou d'un Felipe Gonzalez. C'est aussi celui du nouveau gouvernement français. C'est donc en accord avec les objectifs et la tactique de la social-démocratie internationale que celui-ci va multiplier contacts et initiatives dans la région.



Quelques « audaces » sont possibles : l'Amérique centrale n'est pas une zone de présence traditionnelle de l'impérialisme français. Ses intérêts — même sectoriels — y sont minimes. Rien à perdre, donc.

Quelques audaces sont même souhaitables : marquer ouvertement son opposition à la politique de Washington dans cette région est utile en France et dans le tiers monde alors qu'au plan des rapports Est-Ouest est ouverte

vertement affirmée une orientation pro-atlantique.

Elles aboutiront à la déclaration franco-mexicaine de septembre 1981 reconnaissant le FDR-FMLN comme « force politique représentative ». Déclaration positive dans la mesure où elle a incontestablement renforcé nationalement et internationalement la position politique des révolutionnaires salvadoriens. Déclaration qui a également accru l'autorité de la bourgeoisie mexicaine dans ses efforts pour stabiliser une situation dont elle redoute, à terme, les effets pour elle-même...

Depuis lors, et contrairement à ce qu'ils laissaient entendre, les socialistes français se sont abstenus de toute initiative d'importance dans la région. La détermination et les pressions de l'administration Reagan y sont pour beaucoup. Les explications embarrassées, puis les reculs, à propos d'un modeste contrat de vente de matériel militaire au Nicaragua en sont la preuve.

Mitterrand-Mauroy sont-ils prêts à reculer encore plus pour satisfaire l'« allié américain » ? Les déclarations faites récemment aux Etats-Unis par Lionel Jospin le laissent clairement entendre. « Nous avons le même but que le gouvernement Reagan, les divergences ne portent que sur les moyens (...) Le gouvernement français ne veut aider aucune guérilla en Amérique centrale (...) Après les élections au Salvador, la situation n'est plus la même, beaucoup de gens ont voté », a-t-il expliqué à ses auditoires ravis.

A l'évidence, l'heure n'est plus aux initiatives. Elle est à l'alignement.

Jean-Pierre Beauvais.

► AFRIQUE : le domaine réservé de l'Elysée

EN s'engageant, après le 10 mai 1981, à renforcer l'aide de la France aux pays du tiers monde et singulièrement aux pays les plus pauvres d'Afrique, Mitterrand n'a fait en définitive que reprendre une ritournelle aussi vieille que la V^e République.

S'il est un domaine où rien n'a bougé, après la chute de Giscard, c'est bien le « domaine réservé » de l'Elysée. Ni le verbiage sur le « nouvel ordre économique international », ni les bonnes relations avec tous les dictateurs locaux n'ont été modifiés.

Durant sa conférence de presse du 24 septembre, François Mitterrand annonçait que « rarement l'harmonie entre la France et ces Etats aura été établie à ce degré ». Le goût de l'image et du symbole, dès qu'il s'agit de parler des « liens historiques » entre la France impérialiste et ses anciennes colonies africaines, semble plaire autant au nouvel hôte de l'Elysée qu'à ses prédécesseurs. Or, justement, ce discours cache une réalité concrète et sordide.

La nécessité de la présence des troupes françaises en Afrique est absolument confirmée par Cheysson et Cot. Le ministre de la Coopération n'a pas craint d'énoncer un bon gros mensonge quand il déclara récemment en Haute-Volta que le maintien des bases correspond à une volonté des autorités, et dans la plupart des cas de l'ensemble des forces politiques des pays concernés et des pays voisins.

Ce qu'on pouvait attendre des élus du 10 mai c'est qu'ils fassent une distinction entre les régimes, tous corrompus et autoritaires, et les masses écrasées de misère et spolées par les cliques dirigeantes. Mais cette distinction ne fait pas partie des choix des dirigeants socialistes aujourd'hui à la tête de la diplomatie française. Dakar, Djibouti, Bangui, Libreville demeurent autant de plaques tournantes des forces françaises

d'intervention. Et la seule présence de celles-ci est une garantie pour les régimes en place.

Mitterrand s'est pourtant efforcé de faire croire au changement dans ce domaine. Son argument central, c'est l'augmentation de l'aide publique française au tiers monde. Outre que cette aide est en partie dilapidée par les classes dirigeantes locales, il n'y a plus un expert dans le monde qui puisse ignorer que ces capitaux sont en réalité des soutiens indirects à l'investissement productif privé dans ces pays. Ce que le travailleur français donne par ses impôts à « l'aide » au tiers monde finit sous une autre forme dans les chiffres d'affaires des grandes entreprises françaises de travaux publics, dans les bénéfices des firmes agro-industrielles qui opèrent sur place et se situent en bout de chaîne du pillage.

Or, la domination impérialiste s'exprime d'abord par la présence dans les pays dominés d'Afrique de centaines d'entreprises, de dizaines d'institutions françaises, de milliers d'hommes et de femmes qui agissent, décident et organisent le profit néo-colonial.

Les discours sur l'aide publique aux pays pauvres cachent surtout le poids décisif des grandes banques françaises comme Paribas, Suez et quelques autres qui détiennent sur place l'essentiel des réseaux économiques. Maintenant nationalisées, elles sont directement sous le contrôle du gouvernement. Leur fonction et leur raison d'être est tout sauf « d'aider les pays pauvres ».

Lorsque, par miracle, on entend un de nos ministres parler du rôle des multinationales, on aimerait aussi l'entendre citer les banques françaises en Afrique noire, la French Southern Bank d'Afrique du Sud (liée au groupe Suez), et toutes les firmes industrielles et commerciales qui disposent très souvent de situations de monopole.

C. G.

Ce que devrait faire un gouvernement au service des travailleurs

IL est tout à fait possible, dans le domaine de la politique internationale, de mener une action conforme aux intérêts des travailleurs. Il suffirait pour cela de prendre une série de mesures immédiates susceptibles de manifester aux yeux des peuples du monde qu'au moins un gouvernement refuse de jouer un jeu dont ils font quotidiennement les frais.

- **Rompre avec l'Alliance atlantique.** Le traité de l'Atlantique-Nord n'est nullement une garantie pour la sécurité extérieure du pays. Du soutien à la Grèce des colonels et à la Turquie du général Evren jusqu'à ses récentes manœuvres au large de Cuba, l'OTAN a montré qu'elle était essentiellement une structure anti-ouvrière et anticomuniste. La France y de-

meure liée par toute une série d'accords comme l'atteste la participation, le 10 juin prochain, de Mitterrand et Mauroy au sommet de Bonn. Il faut se retirer immédiatement de cette alliance contre-révolutionnaire et cesser toute participation aux instances et manœuvres de l'OTAN.

- **Prendre des initiatives de désarmement unilatéral.** Les manifestations pour la paix de l'automne dernier, les sondages l'attestent : la majorité des Européens, y compris en France, se prononce contre le surarmement de l'impérialisme US. Qu'on imagine, dans ces conditions, l'écho qu'aurait ici et dans les autres pays une initiative de désarmement unilatéral venant de Paris. Toute la stratégie des fauteurs de guerre impérialistes en serait

remise en cause et l'action des travailleurs pour la paix et le socialisme stimulée.

- **Affirmer le droit à l'autodétermination des TOM et des DOM.** Après des siècles d'exploitation coloniale, un véritable changement dans la métropole devrait se matérialiser par des mesures politiques et économiques de réparation du pillage exercé par les grandes sociétés françaises, et la reconnaissance du droit à l'autodétermination et donc à l'indépendance de ces départements et territoires d'« outre-mer ».

- **Retirer le corps expéditionnaire d'Afrique.** On a vu récemment en Centrafrique que les troupes françaises n'étaient nullement une garantie pour la vie démocratique des pays où elles stationnaient mais qu'elles

étaient la meilleure protection des fantoches locaux. Maintenir plus longtemps les bases françaises revient à nier le droit des peuples des anciennes colonies d'Afrique à prendre en main leurs propres affaires, droit pourtant reconnu verbalement par les dirigeants du PS et du PC.

- **Réparer les conséquences du pillage impérialiste.** Nombre de grands groupes industriels et financiers, par l'intermédiaire desquels s'est exercé le pillage, notamment en Afrique, sont aujourd'hui nationalisés. Paris a la possibilité, après avoir confisqué leurs avoirs à l'étranger, d'engager des négociations avec les Etats africains en vue d'aboutir à la rétrocession des investissements produits par des décennies de colonisation.

- **Cesser toute vente d'armes**

et tout soutien aux dictatures. Il faut mettre un terme aux pratiques qui consistent à fournir des armes (c'est-à-dire à soutenir) à des régimes autoritaires qui les utilisent contre les luttes populaires. S'il faut intensifier les livraisons de matériel militaire, c'est en direction des peuples en lutte pour leur libération.

On entend déjà les responsables socialistes et communistes nous objecter que de telles dispositions se heurteraient à l'hostilité de nos « partenaires ». Mais ils oublient qu'elles seraient accueillies avec enthousiasme par tous ceux qui combattent l'oppression et l'exploitation. Ce qui éviterait à notre pays tout isolement international.

C. P.



50 ORGANISATIONS ACCUEILLERONT REAGAN-LA-GUERRE

LES préparatifs s'accroissent pour recevoir comme il le mérite Reagan-la-guerre à Paris. Déjà, une cinquantaine d'organisations se sont réunies et appellent à manifester dans la rue le 5 juin à 14 h. On y trouve le PSU, la LCR, les JCR, Lutte ouvrière, le CEDETIM, la Maison des travailleurs immigrés (MTI) — regroupant 8 associations —, la Coordination des comités Amérique latine, l'Union des comités pour le développement des peuples et le Comité pour le désarmement nucléaire (CODENE) — regroupant 37 associations.

D'ici quelques jours sera rendu public un appel signé par de nombreuses personnalités. Le principe d'une affiche unitaire a déjà été décidé tandis que prises de contacts et réunions se poursuivent afin que les secteurs les plus larges s'associent aux préparatifs et à la mobilisation du 5 juin.

Alors qu'à Londres et à Bonn sont prévus des rassemblements exceptionnellement massifs, il est inimaginable qu'en France les militants communistes et les militants socialistes ne soient pas mobilisés lorsque le bourreau du peuple salvadorien, le fauteur de guerre nucléaire, sera à Paris.

A Paris et en province, des comités unitaires locaux de préparation de la manifestation se sont déjà mis en place. Il faut les multiplier ! Il faut les élargir ! Un appel va être lancé en ce sens.

Préparer le 5 juin, c'est multiplier les interventions sur les lieux de travail, dans les syndicats, dans les quartiers, à l'université ou au lycée. Ce peut être aussi intervenir dans les nombreux rassemblements locaux qu'à prévu le Mouvement de la paix pour préparer son rassemblement à la fin mai.

C'est enfin assurer le succès de la « Caravane européenne contre l'intervention impérialiste en Amérique centrale ». C'est là une initiative originale et importante.

Cette « caravane » parcourt actuellement l'Europe. Elle sera en France entre le 12 mai et le 3 juin. A chacun de ses arrêts, des meetings sont organisés autour d'Alejandro Perez du FSLN nicaraguayen, de Baltazar Lopez du FMLN salvadorien et d'un représentant des combattants guatémaltèques. Son passage doit être l'occasion de multiplier les initiatives solidaires du combat des peuples d'Amérique centrale. De faire signer massivement, et par le plus d'organisations représentatives possible, la pétition qui doit être remise à la fin du périple au Parlement européen, à Strasbourg, le 3 juin.

J.-P. B.

L'itinéraire de la «caravane contre l'intervention impérialiste»

12 mai : de 12 h 30 à 15 h :	REIMS
12 mai : à partir de 17 h :	PARIS
13 mai : de 12 h 30 à 15 h :	TOURS
13 mai : 18 h :	NANTES
14 mai : 12 h à 15 h :	LA ROCHE-SUR-YON
14 mai : à partir de 16 h 30 :	LA ROCHELLE
15 mai : de 12 h à 14 h :	BORDEAUX
20 mai : de 12 h à 15 h :	MONTPELLIER
20 mai : à partir de 18 h :	MARSEILLE
21 mai : de 12 h à 15 h :	NICE
3 juin : à partir de 12 h :	STRASBOURG

● PARIS : Le 12 mai à 19 heures. Meeting — Bourse du travail (Métro République)

LA PETITION (extraits)

Au Parlement européen
Commission Amérique centrale

Les signataires, organisations et personnes de treize pays d'Europe sollicitent des représentants du Parlement européen :

1) Qu'ils reconnaissent le Front de libération nationale Farabundo Marti (FMLN) et le Front démocratique révolutionnaire (FDR) comme forces politiques représentatives du Salvador comme l'ont déjà fait certains pays européens, pour contribuer ainsi à la solution du conflit au Salvador, sur la base du plein respect du droit à l'autodétermination du peuple salvadorien.

Conscients que le droit à l'autodétermination des peuples d'Amérique centrale ne peut se réaliser que si cesse l'ingérence des gouvernements des Etats-Unis et du Honduras, les signataires demandent :

2) Que le Parlement européen condamne l'ingérence des Etats-Unis en Amérique centrale, qui se manifeste par :

a) l'augmentation du budget d'aide militaire au Salvador et au Guatemala ;

b) l'engagement des Etats-Unis dans des actions conduisant à une déstabilisation violente de l'économie nicaraguayenne ;

c) la création de la « Communauté démocratique centroaméricaine », pacte politique qui poursuit des objectifs offensifs dirigés contre les peuples du Salvador et du Nicaragua ;

d) l'autorisation accordée par le gouvernement des Etats-Unis pour l'installation sur son territoire

de camps d'entraînement d'anciens partisans de la dictature somoziste (...)

De même, les signataires demandent que le Parlement européen emploie tous les moyens qui sont en son pouvoir pour obtenir la fin de cette ingérence. 3) Ils demandent aussi au Parlement européen de condamner la politique du gouvernement du Honduras dans la région (...)

Vu le non-respect des droits de l'homme les plus fondamentaux au Guatemala par le gouvernement de ce pays, les signataires demandent au Parlement européen :

4) A - Qu'il condamne le régime dictatorial du Guatemala (...)

B - Qu'il reconnaisse la légitimité des luttes du peuple guatémaltèque sous ses différentes formes.

Vu les problèmes économiques urgents auxquels est confronté le gouvernement du Nicaragua dans son plan de reconstruction nationale, les signataires demandent au Parlement européen :

5) Que dans le cadre de la politique européenne d'aide aux pays en voie de développement, il considère comme prioritaire l'aide au Nicaragua et augmente son appui à la reconstruction de ce pays.

6) Enfin les signataires lancent un appel au Parlement européen pour qu'il condamne les menaces croissantes d'intervention militaire des Etats-Unis et leur politique d'ingérence vis-à-vis des pays d'Amérique centrale.

MALOUINES : HALTE A LA SALE GUERRE BRITANNIQUE

Dans les eaux de l'Atlantique-Sud, autour des Malouines, la guerre a finalement éclaté. A trois jours des premiers affrontements, les victimes se comptent par centaines. Jusqu'où le gouvernement britannique osera-t-il aller dans la criminelle escalade militaire dont il vient de prendre l'initiative ?

Répétons-le, une fois de plus : ce conflit n'oppose pas une prétendue démocratie et une dictature militaire. Il oppose une puissance impérialiste à un pays dépendant. Une puissance décidée à faire la preuve, coûte que coûte, de sa capacité à défendre les restes de son empire, d'un côté. Un pays toujours soumis à l'exploitation impérialiste, de l'autre.

Si des doutes subsistaient là-dessus, ils n'ont pu qu'être balayés par les nouvelles prises de position de Washington. La semaine dernière, Reagan et Haig prétendaient encore agir en « médiateurs » entre deux alliés. En réalité, ils tentaient d'imposer à Buenos-Aires une solution favorable à leurs propres intérêts. N'y étant pas parvenus, ils ont jeté le masque et rejoint toutes les autres métropoles occidentales qui — dès le premier jour et sans exception aucune — ont fait bloc autour de Margaret Thatcher.

Les Malouines ? Elles ont été conquises par la Grande-Bretagne au siècle dernier dans le cadre de sa politique d'expansion militaire et coloniale. Elles ont été conquises sur l'Argentine. Et la

poignée d'habitants qui s'y trouvait en a alors été expulsée. Elles ont été utilisées par l'impérialisme britannique comme base navale pour contrôler ce qui a été longtemps le passage obligé entre l'Atlantique et le Pacifique. Elles furent longtemps considérées comme des tremplins pour mener des opérations militaires contre les pays du continent latino-américain.

Les enjeux, à terme ? Ce n'est certainement pas le droit à l'autodétermination des quelques centaines d'habitants des îles comme voudrait le faire croire Margaret Thatcher. Cette poignée de colons se veut et s'affirme britannique. Jusqu'à la caricature. Pour compenser l'éloignement de la métropole. Parler d'autodétermination, c'est suggérer qu'ils constituent l'embryon d'une nation. Ridicule !

Non. Les enjeux sont autres. C'est la crédibilité militaire de Londres dans le cadre du système de défense occidental et le maintien de l'actuel gouvernement conservateur. Ce sont les richesses de l'Antarctique et la position stratégique de ces îles dans l'Atlantique-Sud. Ce sont aussi les gisements pétroliers découverts à proximité de leurs côtes.

Répétons-le, une fois de plus : dans ce conflit, la position de spectateur est impossible. Le mouvement ouvrier et révolutionnaire international doit œuvrer à la défaite de l'impérialisme britannique dans la guerre réactionnaire qu'il vient de déclencher. Il doit aussi œuvrer à la

reconnaissance de la souveraineté argentine sur les Malouines.

En Europe comme aux Etats-Unis, il faut s'opposer aux mesures de blocus et de boycott économique contre l'Argentine. Leurs effets pénaliseront avant tout les victimes de la dictature : les masses exploitées et réprimées. Seuls les impérialistes britanniques peuvent en bénéficier. Ce sont là des décisions qui, sur le fond, visent non pas la dictature mais la nation argentine. Les travailleurs européens n'ont aucun intérêt à appuyer, à être complices, de quelque manière que ce soit, de l'alliance impérialiste internationale de leurs propres exploités contre cette nation.

Ils doivent au contraire être solidaires du sentiment anti-impérialiste qu'expriment les travailleurs argentins à travers leur volonté de défendre la souveraineté de leur pays sur les Malouines. Cela ne signifie en rien un quelconque soutien à Galtieri.

« Les Malouines sont argentines, la dictature non ! », scandaient-ils par dizaines de milliers, l'autre jour, sur la Plaza de Mayo. C'est dire qu'il est possible aujourd'hui d'œuvrer à la défaite des impérialistes sans renoncer au combat contre le régime militaire. Pour tous les défenseurs des intérêts des travailleurs et des peuples opprimés de par le monde, les deux sont indissociables.

Le combat pour le renversement de la dictature, c'est aussi celui pour un

gouvernement libérant le pays de l'emprise impérialiste, assurant les libertés démocratiques, résolvant la crise dans l'intérêt des masses laborieuses. Il est à l'ordre du jour !

En France, nous devons dénoncer les hypocrisies honteuses du gouvernement socialiste.

Il y a quelques semaines, il livrait encore des armes à la dictature. Armes en tous genres. Pour la guerre et pour la répression. Et ne doutons pas que, dans le secret de leurs bureaux, les marchands de canons du ministère de Défense souhaitent que les militaires argentins fassent la preuve de la qualité du matériel français : quelques centaines de morts sont tellement plus efficaces que n'importe quel catalogue pour décrocher de nouveaux marchés !

Mais Mitterrand-Mauroy-Cheysson savent distinguer intérêts immédiats et intérêts stratégiques. Le secondaire de l'essentiel. Et l'essentiel pour eux, aujourd'hui, c'est la solidarité avec Margaret Thatcher et la City de Londres. C'est la solidarité impérialiste !

Que cessent les combats !

Retrait immédiat des forces britanniques de l'Atlantique sud !

Solidarité avec les exploités et les réprimés d'Argentine !

Le 4 mai 1982
Jean-Pierre Beauvais